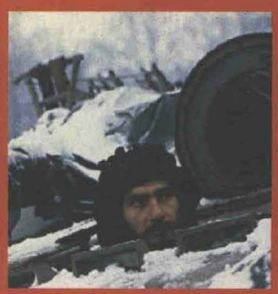
Vendredi

L'hebdomadaire des Socialistes

4 mars 1994

LA PAIX EN DANGER



En Bosnie, bombardements serbes et répliques occidentales



La Palestine dans le sang et les larmes

n° 219
10 F
ISSN 0995-0583



La France solidaire

CHEZ VOUS EN 24 H AVEC SEDAO-TURBO Tél. : 16 (1) 44 64 11 22 +

Découvrez en exclusivité, le stupéfiant tranchant de ces fabuleux COUTEAUX SHOGUN®

UNE SELECTION DE Vendredi



SEDAO SA - RC PARIS B 314 817 529 - PHOTOS NON CONTRACTUELLES

LEUR EFFICACITÉ RÉVOLUTIONNAIRE EST GARANTIE À VIE.

Déjà adoptés pour leurs performances par des millions d'américains, les voici enfin disponibles en France. Vous serez vous aussi vite conquis par les prouesses de ces fines lames japonaises pour couper, trancher, hacher ou éplucher sans aucun effort.

Leur secret : un tranchant inusable



Quoi de plus agréable pour un cordon bleu, que de saisir un couteau pour découper un gigot, un poulet ou un rôti et de constater, que même après des décennies d'utilisation, l'épreuve du temps n'a eu aucune emprise sur son prodigieux tranchant. Voilà pourquoi vous adopterez ces étonnants COUTEAUX SHOGUN.

En effet, avec leur incroyable tranchant digne du rasoir, vous n'aurez plus de problèmes pour découper les viandes les plus nerveuses, les tomates les plus mûres ou les carpaccios les plus fins.

Pour vous offrir à tout moment cette exceptionnelle facilité de coupe, les lames ultra performantes des COUTEAUX SHOGUN qui ne s'affûtent jamais sont dotées d'un double tranchant et d'une redoutable micro-denture spéciale sur un côté.



Vous apprécierez également la forme ergonomique de leurs manches assurant une excellente prise en main qui rend le geste aisé et rapide.

Bien entendu, ces couteaux sont aussi spécialement conçus pour passer au lave-vaisselle.

Rien n'arrête leur puissante coupe





Représentant une véritable innovation dans le domaine de la coutellerie, les COUTEAUX SHOGUN vont vous enthousiasmer en toute occasion par la haute technicité de leurs lames, pour tout couper facilement.

Jugez vous-même : le grand couteau du chef tranche, hache, désosse et découpe avec une telle efficacité que même les annuaires téléphoniques ou les canettes métalliques de boisson ne lui résistent pas. Extraordinaire, non ?

Les fantastiques possibilités de ces couteaux, vous permettront de travailler aussi bien en force qu'en délicatesse sur tous les aliments.

Pratiques et performants, ils simplifient votre vie !

Réunissant tous les atouts pour vous faire gagner un temps précieux dans la préparation de vos plats préférés, par leur précision les COUTEAUX SHOGUN deviendront à coup sûr les auxiliaires indispensables de votre cuisine et de la table.

Chaque jour, vous vous féliciterez de les avoir à portée de main pour exprimer vos talents culinaires avec le brio d'un grand chef.

La finesse de leur tranchant permanent vous séduira aussi pour couper vos steaks en respectant la viande sans la déchirer.

Une certitude : la qualité de leurs lames inaltérables vous offriront de très très longues années de satisfaction.

Avec ce coffret de 17 pièces, n'enviez plus votre boucher !

1. **Un couteau du chef** : découpe tout, viandes et volailles sans effort (lame de 20,5 x 4,5 cm).
2. **Un couteau à pain** : tranche sans émietter miches et gros pains (lame de 20 cm).
3. **Un couteau à trancher** (lame de 20 cm).
4. **Une fourchette** pour faciliter les découpes.
5. **Un couteau spécial pour surgelés** et poissons (lame de 18 x 3,5 cm).
6. **Un couteau utilitaire** : pour tout couper aisément (lame de 13,5 cm).
7. **Un couteau éplucheur** : pour fruits et légumes (lame de 7,5 cm).
8. **Un couteau à tartiner** : pour beurre et autres pâtes (lame de 8 cm).
9. **Un couteau spécial agrumes** : pour peler ou couper oranges, pamplemousses... (lame coupante des 2 côtés de 9 cm).
10. **Huit couteaux à steak** : ils coupent net la viande, même la plus résistante (lame de 11,5 cm).

CARACTÉRISTIQUES TECHNIQUES

- Lames spéciales de haute qualité en acier inoxydable et carbonne.
- Manches en polypropylène thermo-résistant.
- Entretien facile en lave-vaisselle sans risque d'altération.
- Ces couteaux au tranchant incomparable sont inusables et ne nécessitent aucun affûtage.

ATTENTION AUX COPIES
Nous ne garantissons à vie les performances décrites que sur les véritables COUTEAUX SHOGUN de fabrication japonnaise dans des conditions normales d'utilisation.

BON DE COMMANDE A retourner à SEDAO B.P. 21 - 93601 AULNAY-SOUS-BOIS CEDEX

☒ **OUI,** Je désire commander ⌊__⌋ **SET DE COUTEAUX SHOGUN** (Réf. **XRA 3472**) au prix de **295F** + 39F de colisage

soit au total : ⌊__⌋ F. et je recevrai gratuitement un **cadeau surprise** (Réf. **XRA 8000**) et le **catalogue 52 pages couleurs**



CHOISISSEZ VOTRE FORMULE DE PAIEMENT

- ☐ **COMPTANT :** Je joins à ma commande un chèque bancaire ou postal à l'ordre de SEDAO.
- ☐ **A LA LIVRAISON :** Contre-remboursement et recommandé (+frais selon taxes en vigueur).
- ☐ **CARTE BLEUE :** ☐ **CARTE AURORE :** Validité : ⌊__⌋
- N° ⌊__⌋
- Signature :
- ☐ **CREDIT GRATUIT :** Pour toute commande supérieure à 500F. Vous joignez 200F à la commande et vous vous engagez à régler le solde en 3 mensualités égales.

Nom .....
Prénom .....
Adresse .....
.....
Code postal ⌊__⌋ Ville .....

SATISFAIT OU REMBOURSE

Si votre article ne vous donnait pas toute satisfaction, retournez-le dans son emballage d'origine sans trace d'utilisation dans les 15 jours. Nous nous engageons à vous rembourser intégralement.

Code promotion **XRA**

COMMANDEZ 24 HEURES SUR 24

PAR TELEPHONE 16 (1)44.64.11.22+

PAR MINITEL 3615 SEDAO



BIENVENUE DANS NOS MAGASINS

Ouverts du lundi au samedi de 10 h à 19 h

- **37-39, rue des Grands-Champs 75020 PARIS**
- **6, rue Pierre-Demours 75017 PARIS**



Aujourd'hui, la première préoccupation des socialistes français reste l'emploi. La Convention de ce week-end en est la démonstration. Réduction du temps de travail comme solution immédiatement accessible, refus de tous systèmes d'emploi au rabais (Smic-jeunes, travail à la tâche déguisé en entreprise individuelle), la définition de l'objectif n'est qu'une confirmation qui s'avère pourtant nécessaire : une société fondée sur la solidarité.

En Amérique du Sud, les dictatures s'essoufflent, les guerrillas aussi... et, presque frénétiquement, la démocratie fait son trou. En Bosnie, les forces internationales s'enhardissent et ripostent aux grignotages des parts de paix. Au Proche-Orient, après l'horreur d'un massacre instigué par l'extrémisme le plus primitif, les pourparlers de paix semblent ne marquer qu'une pause de principe.

Est-ce à dire que le monde commence enfin à retenir les leçons de l'histoire ? Et, avant toutes, la plus douloureuse, celle du plus grand génocide, du plus obscurantiste des racismes, du plus grand crime contre l'humanité ? Devoir de mémoire pour cet holocauste et pour ceux -trop rares- qui réussirent à le contrer. Devoir de mémoire aussi pour le racisme ordinaire, insidieux, qui sous-tendit l'affaire Dreyfus et -à quelque chose malheur est bon- en fit le catalyseur de la cohésion socialiste.

Vendredi - 10, rue de Solferino - 75333 Paris Cedex 07 - Tél. : 45 56 78 61 - Fax : 45 51 47 03 - Télex : 200 174
Pour obtenir vos correspondants, composez d'abord le 45.56

DIRECTION
Directeur de la Publication : Jean-Luc Mélenchon
Co-directeur de la Publication : Didier Leconte
Directeur : Sylvie Bezançon (78.82)
Vendredi-Idées : Alain Bergounioux

RÉDACTION
Rédactrice en chef : Lyne Cohen-Solal (77.04)
Politique : Jean-Pierre Bedei (78.73)
Economie : Monique Grima (78.70)
Société : Patricia Jaffray (78.94)
International : Ghislaine Toutain (78.72)
Villes et Régions : Chrystie Lipani (78.55)
Magazine : Françoise Roby (78.55)
Vendredi-Idées : Bernard Chaouat (79.01)

SECRÉTAIRES DE RÉDACTION
Monique Bartholomeus (77.92)
Vanda Gervasio (78.58)

PHOTO : Pascal Lebrun (78.53)

ABONNEMENTS - PETITES ANNONCES
Marie-Lou Le Bras (78.57), Sabine Sebah (78.56)

SECRÉTARIAT :
Odile Fée (78.61)
Binh Vu Trong (78.53)

PUBLICITÉ
Pyramid Conseil : 42 21 40 90
Nathalie Tournier 45 56 78 46, Franck Accart 45 56 79 03
Fax : 45 56 79 40

FABRICATION
Direction artistique : Pascal Lourdjane (Timoléon) - Paris
Maquette : Christine Lovinger (78.92), Sandrine Girard (78.92)
Infographie : Jean-Pierre Pécau (77.92)

PHOTOGRAVURE : Dawant - Paris

IMPRESSION : PPR - Saint-Ouen l'Aumône

ROUTAGE : Inter-routage - Aubervilliers
N° commission paritaire : 10.889
"Vendredi" est édité par les Nouvelles Editions de l'An 2.000

CRÉDIT PHOTO :
A. Gyori, E. Baitel/Gamma (couv.) ;
P. Lebrun (pp. 4, 5, 10, 11, 12, 13, 21) ;
B. Strong/Sipa press (p. 6) ; J. Nunez/Sipa press (p. 7) ;
P. Chauvel/Sygma (p. 8) ; Nahassia/Sipa press (p. 14) ;
D.R. (pp. 16 et 28) ; R. Viollet (pp. 3, 17 et 19) ; P. Guyot/AFP (p. 22) ;
M. Kahana/Afb (p. 24) ; Fourmy/Rea (p. 25) ;
Ponomareff/Gamma (p. 28) ; J. Sassier/Gallimard (p. 31).

Ce numéro a été tiré à 154.000 exemplaires

De Maginot à Gribouille

Notre convention nationale sur l'emploi s'est réunie en fin de semaine dernière. Nous y avons longuement débattu, entre bien d'autres choses, de la réduction de la durée du travail. Nous avons unanimement conclu, comme de juste, qu'elle se ferait par étapes. Mais pendant que nous discutions, que nous débattions, le Gouvernement, lui, a inventé les 39 heures payées 31 !

Car, de quelque côté qu'on tourne la question, c'est à cela que se ramène le Smic-jeunes. Fini le vieux principe "à travail égal, salaire égal". Quand ce gouvernement s'intéresse à la jeunesse, on voit le résultat. C'était d'abord pour saboter son école, tentative heureusement avortée grâce à la mobilisation de tous. C'est maintenant pour entamer sa dignité, lui dessiner un avenir fait seulement d'exclusion ou de frustration, et tout cela en prétendant répondre aux angoisses légitimes des générations nouvelles.

Cette affaire ne fait que commencer. Tous ceux qui, comme nous, sont attachés à la justice et ont le souci de l'avenir, combattront sans relâche cette mesure absurde. Pour l'immédiat, je note seulement qu'après avoir dénoncé, la semaine dernière, l'immobilisme de M. Balladur, je suis le premier à regretter qu'il en soit sorti, si c'est pour faire ce genre de choses. Quand il renonce un instant à l'uniforme Maginot, c'est pour prendre les traits de Gribouille. Je ne sais quel est le pire.

M. Rocard

Cette semaine

4 BRUITS ET CHUCHOTEMENTS

6 DOSSIER
- *Amérique latine et centrale : après dictatures et révolutions, les élections*

10 POLITIQUE INTERIEURE
- *Face au défi du chômage, la France solidaire*
- *Européennes : le méli-mélo écolo*

16 SOCIETE
- *Le long travail de mémoire*



Le Cdt Dreyfus s'entretient avec le Gal Gillain et le Cdt Targe (1906).
page 17



Mexique : l'instabilité, ferment de guérilla.
page 7

17 VENDREDI IDEES
- *L'affaire Dreyfus et la gauche : l'ancrage républicain*

21 VILLES ET REGIONS
- *Politique de la ville : le désengagement de Balladur*

22 POLITIQUE INTERNATIONALE
- *Bosnie : les Occidentaux manifestent leur fermeté*
- *Proche-Orient : la paix dans le sang et les larmes*
- *Défense : un livre à blanc*

28 MAGAZINE
- *8 mars : journée des femmes*

30 COURRIER

31 INVITÉ
- *Jérôme Garcin*

Fondation Jean Jaurès

Yann Piat, victime de pratiques locales ?

Sait-on assez que la ville d'Hyères est la quatrième de France par sa superficie et que 80 % de son territoire restent agricole ? En bord de Méditerranée, ces terres vierges poussent à l'urbanisation et aux convoitises. Ajoutons-y un casino rouvert par Pasqua et des traditions politico-affairistes qui ne répugnent ni à l'assassinat, ni aux plasticages, ni aux bastons, ni au racket. Hyères apparaît comme une des villes les plus gangrénées par les relations entre personnel politique et droit commun. Le substitut du Procureur de la République s'inquiétait récemment de cette ambiance délétère et de ces pratiques plus que douteuses. La députée UDF troublait ce jeu, elle dérangeait les habitudes et tenait un carnet de route où se trouvaient consignés les agissements de tous. Document que les enquêteurs utilisent pour interroger différents responsables de droite locaux, comme le vice-président du Conseil général, distributeur du budget d'aide sociale, le plus gros du département. Parmi les proches de la victime, se fait remarquer Vescovali, un des hommes de la garde rapprochée de Pasqua, qui s'implante politiquement dans le coin. ■

Claude Estier

24 février

Les habitants de Sarajevo, du moins ceux qui sont interrogés par les télévisions, semblent déçus qu'à l'expiration de l'ultimatum de l'OTAN il n'y ait pas eu de frappe aérienne contre les Serbes. On peut comprendre le ressentiment de ces hommes et de ces femmes qui subissent depuis si longtemps un siège meurtrier. Mais auraient-ils eu vraiment à gagner au déclenchement de bombardements qui auraient automatiquement entraîné des répliques sanglantes ? Aujourd'hui la ville martyre souffle un peu. Là, et ailleurs en Bosnie, il reste beaucoup à faire. Mais n'est-ce pas l'occasion d'accentuer les efforts pour un règlement négocié plutôt que d'en appeler à une nouvelle escalade ?

25 février

L'hypocrisie est une denrée fort répandue en politique mais, dans ce domaine, les leaders de la majorité se surpassent. C'est le secrétaire général adjoint du RPR qui se déclare "préoccupé" par la chute de popularité de Balladur alors qu'il n'a lui-même pas ménagé ses charges contre lui. C'est Chirac qui appelle à l'unité de la majorité derrière le gouvernement le lendemain du jour où il a dégainé en plein déjeuner à Matignon. C'est encore Giscard qui refait surface pour la présidentielle après avoir fustigé ceux qui en parlaient trop tôt. On comprend que certains, à l'UDF comme au RPR, s'inquiètent de cette "remise en marche de la machine à perdre". Et que, à en croire Max Clos, les lettres qui parviennent au "Figaro" "développent toutes un sentiment commun : la lassitude qu'inspire un personnel politique usé, mesquin, en qui l'on n'a plus confiance." Si c'est eux qui le disent !

26 février

L'une des raisons du recul de Balladur dans les sondages est peut-être qu'il a perdu la main en matière de communication qui, jusqu'à ces dernières semaines, faisait sa force. Dernier exemple : la médiatisation non maîtrisée des décrets instituant le "contrat d'insertion professionnelle" pour les jeunes, aussitôt baptisé "Smic-jeunes" ou Smic au rabais. Le Premier ministre a beau s'en défendre a posteriori, c'est bien, pour tout le monde, de cela qu'il s'agit. Pas seulement pour la gauche, les organisations étudiantes et les syndicats, qui y voient en outre une provocation, à quelques jours d'une rencontre prévue à Matignon, mais même pour les plus fidèles soutiens du gouvernement. Pour preuve l'éditorial de Giesbert dans "Le Figaro" qui dit "bravo" à ce "bon dossier du Smic-jeunes" et enfonce le clou en dénonçant les syndicats qui "sont partis en guerre contre le Smic-jeunes" ! Encore un qui n'a rien compris !



Excès de confiance

Est-ce encore un effet de la méconnaissance par Balladur de la société française et de ses blocages, ou bien une conséquence de son excès de confiance en lui-même ? Le Smic-jeunes a été perçu comme une provocation par les syndicats. La publication des décrets d'application de la loi quinquennale sur l'emploi (décrets simples et non en Conseil d'Etat) est intervenue deux semaines avant la table ronde du 3 mars avec les syndicats, alors que les taux d'abattement du Smic n'étaient pas dans la loi. Lors du passage de ce texte au Conseil des ministres, François Mitterrand avait prévenu assez solennellement que toucher au Smic serait dangereux car perçu comme une atteinte aux acquis sociaux. Mais, une fois la loi votée et promulguée "comme une lettre à la poste", Balladur et Giraud se sont sentis des ailes pour aller plus loin, trop loin. Question : sauront-ils voler à reculons ? ■

Pasqua et la démocratie

Pasqua ne manque pas d'air. Avec son projet de loi visant à instaurer des primaires pour la présidentielle, il tente tout simplement de régler un problème interne à la majorité. Et il ne s'en cache pas.

"A partir du moment où existe un risque de division, il faut se donner les moyens d'éviter cet écueil." Curieuse conception de la démocratie selon laquelle l'intérêt général est soumis à celui d'un parti. Mais, manifestement, le projet de Pasqua est loin de faire l'unanimité dans les rangs de la majorité. Pierre Méhaignerie indiquait mardi qu'il "ne voyait pas tellement l'intérêt" de l'initiative du ministre de l'Intérieur... ■

Les chiffres oubliés

Fin décembre 93, les chiffres officiels du chômage n'avaient pas intégré le nombre de chômeurs de plus de cinquante-cinq ans qui ne pointaient plus à l'ANPE. Mais ils avaient, en plus, omis de compter 19.000 personnes "perdues" à la suite d'erreurs faites lors du redressement des variations saisonnières. Au lieu de réintégrer ces 19.000 chômeurs existants dans les chiffres du mois de janvier, les responsables des comptages ont simplement publié un communiqué pour signaler cet oubli. C'est tout, c'est bien peu. Mais il devient facile, dès lors, de parader sur le "tassement" des chiffres du chômage. ■

Hésitations et discussions

Si Francis Galizi, qui a été élu député CDS des Alpes-de-Haute-Provence, ne s'est pas inscrit au groupe RPR, comme nous l'annoncions un peu vite dans "Vendredi" n°218, il ne s'est pas non plus inscrit au groupe UDF, contrairement à ses collègues. Après bien des discussions et des hésitations, il n'est qu'apparenté à ce groupe parlementaire de l'Assemblée. Plus étrange encore, il occupe un bureau à l'étage RPR, celui qu'occupait le député invalidé... ■

L'affaire des fuites

"J'étais mentalement absent", a déclaré, sybillin, Nicolas Sarkozy, en évoquant le fameux déjeuner de la majorité au cours duquel Chirac a vertement critiqué la politique de Balladur. Pourtant, il y a bien eu des fuites grâce auxquelles on a pu connaître, par le menu, les aigreurs chiraquiennes. D'où proviennent-elles ? Certains observateurs s'accordent à dire qu'elles émaneraient des partisans de Balladur... et en particulier de Nicolas Sarkozy. Objectif de la manœuvre : faire apparaître le patron du RPR comme un diviseur. Certes. Mais le calcul est bien ridicule. Car c'est toute la majorité qui s'avère discréditée par ces dissensions. Décidément, l'état de grâce est bien terminé...



Balladur a peur de Pasqua

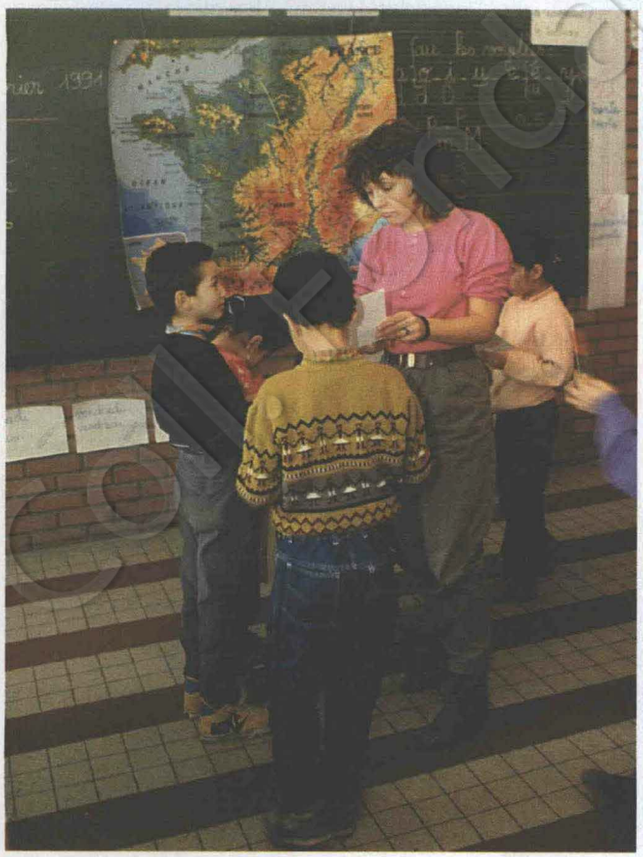
A Matignon, on a fait ses comptes. "Balladur peut compter sur cent cinquante députés du RPR, affirme un conseiller du Premier ministre. Mais le problème, c'est Pasqua." Allons bon, voilà que le ministre de l'Intérieur terrorise aussi Balladur !

Quant au texte dont les fuites ont été organisées, il a fait bondir le locataire de Matignon. On le comprend. Sous couvert d'aménagement du territoire, Pasqua propose une "autre" politique, à base d'investissements publics massifs, de refonte fiscale et de réforme de l'Etat, bref, de l'anti-Balladur et un vrai programme présidentiel. Au profit de qui ?

RMC pourrait ne pas être privatisée

Les convoitises autour de Radio Monte-Carlo ne sont pas de même nature que celles qui se sont exercées autour de Canal Plus. Car les pertes de cette entreprise sont importantes. Après une déstabilisation des salariés due aux annonces successives des acheteurs et aux audits multiples de la société, la radio franco-monégasque pourrait bien rester semi-publique. Les deux derniers prétendants, pour Havas, Dauzier, et pour Alcatel, Suard, tous deux amis politiques de Balladur, n'étaient pas preneurs des dettes.

Education : collectif budgétaire en trompe-l'œil



Le collectif budgétaire 94 pour l'éducation, rendu public cette semaine, devait réconcilier le secteur public et le gouvernement. Or, derrière l'annonce des chiffres, l'effort pour l'école publique reste limité. Deux fois moins de postes ouverts que sous Bérégovoy et Lang, 3,3 % de croissance du budget au lieu de 6,6 % sous la gauche. Ils ne peuvent nous faire croire qu'ils cherchent à développer l'Ecole de tous. Ils annoncent qu'ils créent des postes supplémentaires alors qu'ils "redéploient" 1000 emplois. Ce qui consiste à fermer des postes servant à des actions complémentaires dans des associations ou des opérations sociales pour les réouvrir ailleurs. Cela s'appelle déshabiller Pierre pour habiller Paul. Le trio Balladur-Bayrou-Fillon veut nous leurrer. Pas sûr qu'il parvienne ainsi à son objectif.

A vos agendas

Mars 1994

Samedi 5

- *Journée d'étude de la commission nationale technique Action sociale Insertion "De la lutte contre l'exclusion à l'économie solidaire". 10 rue de Solferino, Paris. 10 h.*
- ***Colloque** "Pour une république européenne ?" organisé par le club "République européenne", avec Harlem Désir. Maison de la Mutualité, 24 rue Saint-Victor, 75005 Paris. 9 h 30 à 19 h. Renseignements : 47 05 86 19.*

Samedi 5 et dimanche 6

- *Colloque "Toxicomanies, santé et sécurité publique en question" organisé par la fédération de Paris du PS. Maison de la Chimie, 28 bis rue Saint-Dominique, 75007 Paris. 10 h.*

Dimanche 6

- *Election législative partielle, Alpes-Maritimes (1er tour).*

Mardi 8

- *Journée internationale des femmes.*
- ***Entretiens de Solferino** "Les femmes dans l'Europe" avec Elisabeth Guigou. 10 rue de Solferino, 75007 Paris. 20 h 30 à 22 h 30. Renseignements : 45 56 78 86 .*

Jeudi 10

- *Michel Rocard à Poitiers (Vienne). Réunion publique (cantonales).*

Vendredi 11

- *Michel Rocard à Toulon (Var). Réunion publique (cantonales).*

Samedi 12

- *Journée des délégués fédéraux aux Droits de l'homme et Libertés. 10 rue de Solferino, Paris.*

Dimanche 13

- *Election législative partielle, Alpes-Maritimes (2e tour).*
- *Michel Rocard à "7 sur 7", 19 h, TF1.*

Vendredi 18 au dimanche 20

- *23e congrès du PSOE à Madrid.*

Dimanche 20

- *Elections cantonales (1er tour).*

Lundi 21

- *Journée mondiale contre le racisme.*

Jeudi 24

- *Michel Rocard dans le Doubs (cantonales).*

Dimanche 27

- *Elections cantonales (2e tour).*

Lundi 28 au jeudi 31

- *Congrès de la FSU.*

Mercredi 30

- ***Conseil national** (avec adoption de la proposition de liste pour les européennes).*

Les urnes en folie

1993 :

29 janvier : *Pérou, municipales.*

24 février : *Cuba, législatives.*

30 mars : *Jamaïque, législatives.*

15 avril : *Brésil, référendum constitutionnel.*

9 mai : *Guatémala, municipales ; Paraguay, présidentielle et législatives.*

6 juin : *Bolivie, présidentielle et législatives.*

30 juin : *Bélize, législatives.*

31 octobre : *Pérou, référendum constitutionnel.*

14 novembre : *Porto-Rico, référendum.*

28 novembre : *Honduras, présidentielle et législatives.*

5 décembre : *Bolivie, municipales ; Venezuela, présidentielle et législatives.*

11 décembre : *Chili, présidentielle et législatives.*

1994 :

30 janvier : *Guatémala, référendum constitutionnel.*

6 février : *Costa-Rica, présidentielle et législatives.*

13 mars : *Colombie, législatives*

20 mars : *Salvador, présidentielle et législatives.*

10 avril : *Argentine, constituante.*

8 mai : *Panama, présidentielle.*

16 mai : *République dominicaine, présidentielle et législatives.*

29 mai : *Colombie, présidentielle.*

21 août : *Mexique, présidentielle et législatives.*

3 octobre : *Brésil, présidentielle et législatives, 1er tour*

15 novembre : *Brésil, présidentielle, 2ème tour.*

27 novembre : *Uruguay, présidentielle et législatives.*



Après et révo

L'Amérique latine n'est plus à l'heure des brasiers. De Tijuana au Mexique à Ushuaïa en Argentine, elle vit au rythme de batailles électorales.

Il y a quinze ans, c'était le continent des Duvalier, Pinochet et autres Videla. La sécurité nationale, le combat contre l'expansion soviétique donnaient un alibi à la répression et au conservatisme. Entre deux maux, avouait l'ambassadrice de Ronald Reagan à l'ONU, Mme Kirckpatrick, il fallait choisir le moindre. Les dictatures communistes, selon ses propos, étaient sans ticket de retour. Alors que les dictatures "occidentales" étaient, elles, réversibles. La mobilisation des peuples, la pression de l'opinion internationale, l'échec social et économique des totalitarismes ont démenti le propos. A l'Est comme en Amérique latine, les pendules sont aujourd'hui réglées sur le méridien démocratique. Le calendrier électoral latino-américain hier désespérément vide est pris de folie : consultations présidentielles, législatives, municipales, constituantes, référendums, référendums d'initiative populaire. Cette orgie électorale surprend. Elle n'empêche pas les bavures et le doute. A Cuba, on a voté l'année dernière. Mais 3.500 "boat people" ont essayé, au péril de leur vie, de rejoindre la Floride. La ville argentine de Santiago del Estero a été mise à sac, quelques semaines après les élections générales d'octobre 1993. Parlement, "préfecture", ont été incendiés par les manifestants.

Le Mexique est en campagne électorale. Et pourtant, au Chiapas, en janvier, des centaines d'hommes ont occupé des villages, défenestré les maires, fusil en main. L'armée a riposté avec violence. Ces incidents ne sont pas isolés. Ils bousculent les certitudes. Pourquoi ces crises alors qu'on vote beaucoup et partout ? Y aurait-il détournement de vote ? Les électeurs ont-ils vraiment le choix ? Le dépouillement est-il honnête ? Il n'y a pas de réponse simple.

Fondation Jaurès

dictatures lutions, les élections



Mexique : l'instabilité, ferment de guérilla.

Hommage du vice à la vertu, certains régimes recourent au vote, comme hier aux armes. L'essentiel est de rester dans les palais officiels. Les militaires haïtiens ont chassé le président Aristide en 1991. Ils ont gardé le Parlement. Il fallait légitimer le coup de force. Fidel Castro a organisé, pour la première fois, des élections en 1993. Le risque était minime. Il n'y avait qu'un candidat par circonscription. Au Mexique, le PRI distribue seul les cartes depuis les années vingt. Il n'a jamais perdu une élection. Il concède depuis peu une représentation à l'opposition. Elle reste, et de loin, minoritaire.

D'autres pays jouent les bons élèves, avec raison. Le Chili a retrouvé sa tradition démocratique en 1989. Il ferme progressivement la parenthèse Pinochet. Le Costa-Rica et l'Uruguay ont été qualifiés de Suisse latino-américaine. Le vote, ici, exprime un choix idéologique de droite ou de gauche. Les partis politiques, les gouvernements se plient sans état d'âme au défi de l'alternance.

Ailleurs, la démocratie cherche ses marques. La crise économique, un héritage de méfiances ont usé prématurément les vertus républicaines. En Argentine, au Brésil, au Pérou, au Vénézuela, les partis identifiés aux libertés, radicaux argentins, démocrates chrétiens vénézuéliens, apristes péruviens ont déçu. Des hommes providentiels, des partis champignons ont gagné une popularité éphémère. Ces aventuriers n'arrivent pas à stabiliser leurs pays. Le Brésilien Collor s'y est cassé les dents. Cette incapacité ouvre un espace à tous les ferments d'instabilité. Les guérillas résistent à toute réduction définitive, en Colombie, au Guatémala, au Nicaragua ou au Pérou. D'autres peuvent apparaître, comme au Mexique en janvier. Les militaires s'agitent au Guatémala, au Pérou ou au Vénézuela. La rue déferle sans prévenir poussée par les difficultés, la vie chère, en Argentine, au Brésil, en Equateur ou au Vénézuela.

Le tournant électoral a été réel et spectaculaire. Rien n'est définitivement acquis. La pression internationale a joué un rôle important il y a quinze ans pour isoler les généraux putschistes. Elle a empêché jusqu'ici un retour en arrière au Guatémala, au Nicaragua et au Salvador. Elle accompagne l'évolution de Cuba. Mais l'effondrement soviétique, la montée en puissance de l'Asie détournent les regards européens. Une gestion à courte vue tient lieu de politique.

En France, à droite, les grands discours sur les libertés c'était avant les élections. Depuis, le CNPF et la majorité s'affairent à Cuba. Au même moment le porte-parole de la commission cubaine des droits de l'homme était agressé. Pierre Mazeaud, qui était là-bas, n'en a pas dit un mot. Au Mexique, le Chiapas vit un moment d'intenses revendications. Commentaire d'Alain Juppé en visite officielle : "C'est un soubresaut qui affecte quatre communes..."

Jean-Jacques Kourliandsky

Costa-Rica : la Suisse latino-américaine

L'image est parlante, même si elle n'est pas vraie à 100%. Un petit détour sur l'actualité vaut mieux qu'un long exposé. Le 6 février, 1.900.000 Costaricains renouvelaient, comme tous les quatre ans, leur président, leurs députés et leurs maires. 8.363 bureaux de vote avaient été mis à leur disposition par le tribunal supérieur des élections. Un social-démocrate, José Maria Figueres l'a emporté d'une courte tête. Son concurrent malheureux, le démocrate-chrétien Miguel Angel Rodriguez, a sobrement reconnu sa défaite. Il a souhaité bonne chance au vainqueur. Le 8 mai, un président socialiste va succéder à un démocrate-chrétien. Vu de loin il y a de quoi brouiller bien des lieux communs.

Cela fait pourtant quarante-six ans que l'alternance est la règle au Costa-Rica, comme en France et dans bien d'autres "vieilles" démocraties européennes.

Le Costa-Rica a toutefois beaucoup de problèmes. José Maria Figueres a dédié sa victoire et celle du Parti de libération nationale, sa formation politique, "à ceux qui sont les plus démunis et les plus nécessiteux".

A ceux justement qui ont été victimes des politiques d'ajustement pratiquées ici comme ailleurs en Amérique latine. Mais si tout n'est pas rose au Costa-Rica, il y a beau temps que la démocratie n'y est plus un problème.

J.-J. K.

Impasse cubaine

Un compte à rebours tragique menace d'emporter Cuba. Les "barbus" qui avaient pris le pouvoir en 1958 ne font plus rêver personne. Ils avaient éveillé un continent. A Berkeley, Berlin, Mexico, Paris, une jeunesse en dissidence a revendiqué Fidel Castro et Che Guevara. Un autre "monstre", John F. Kennedy a fait tout basculer. La tentative d'invasion en 1961, l'affaire de la Baie des Cochons, a normalisé une révolution hors norme. Elle a pris les rides du "socialisme réel". Pris aujourd'hui dans le filet mortel du blocus nord-américain et d'un assistanat soviétique disparu, Castro s'est recroquevillé, et les Cubains doutent. Entrepreneurs européens et latino-américains, alléchés par les concessions d'un régime aux abois, se bousculent à La Havane.

Un face-à-face absurde prolonge la guerre froide, cinq ans après la chute du mur de Berlin. Washington maintient l'embargo pour ne pas froisser le lobby cubain de Miami. Castro s'accroche au parti unique. Une société duale sape les acquis sociaux. Beaucoup votent avec les pieds et s'en vont. D'autres exigent un changement et se font vigoureusement taper sur les doigts.

La voie de la sagesse passe par un compromis honorable pour Washington comme pour La Havane : lever le blocus et recourir à de vraies élections. J.-J. K.

Argentine : mi-démocratie mi-dictature

L'Argentine fait l'admiration de la communauté financière internationale. Mais si le président Carlos Menem prétend que son pays est désormais entré dans le monde développé, la situation sociale est explosive et la démocratie n'y trouve pas forcément son compte.

Depuis son élection, en 1989, le péroniste Carlos Saul Menem fait la politique économique des adversaires historiques les plus acharnés de son mouvement avec lesquels il s'est allié, ceux qui ont soutenu la dictature militaire. Le très libéral ministre de l'Economie, Domingo Cavallo, a été président de la banque centrale durant cette période. Il convient désormais de parler de libéral-populisme pour qualifier le ménémisme, dernière mouture du péronisme. Le plan économique de Domingo Cavallo comporte un ensemble de mesures mises au point par les institutions économiques internationales : réduction des dépenses publiques, stricte limitation de la création monétaire pour lutter contre l'inflation, développement des exportations, liberté des prix et privatisation des entreprises publiques. Ce qui caractérise la situation économique argentine, c'est le zèle avec lequel ce programme a été appliqué.

Le miracle s'est donc produit : certains indicateurs macro-économiques se sont mis au vert. L'hyperinflation a été vaincue et on évoque même une possible déflation dans un pays qui a connu une augmentation des prix de 20.000% en rythme annuel en 1989-1990. Le taux de croissance du PIB a été supérieur à 8% en 1990 et en 1991. Le déficit budgétaire n'existait plus en 1993. L'Argentine est devenue le bon élève du FMI. Le programme de privatisation des entreprises publiques a été poussé aussi loin qu'il est possible dans une corruption généralisée. La bourse a flambé. Le peso a été aligné sur le dollar depuis 1991. Les quelques grands groupes capitalistes se sont enrichis. Les capitaux internationaux sont entrés en masse alléchés par un taux de rentabilité sans égal. La période de la "plata dulce" (l'argent facile) des années 1978-1981 est revenue. Carlos Menem a même consolidé sa majorité parlementaire aux élections partielles d'octobre dernier. L'instabilité a été telle depuis la faillite du dernier gouvernement péroniste en 1975 qu'un répit, même payé socialement au prix fort, est devenu un argument politique.

Il fallait sans doute réformer le modèle économique et social mis en place dans l'après-guerre. L'Etat providence (du pauvre) est en crise depuis les années 70. Mais la solution libérale des années de plomb de la dictature, le plan de Martinez de Hoz (1978-1981) s'est terminée dans l'inflation et la crise de la dette. Le plan Cavallo reprend les mêmes dispositions et, comme lui, il dépend de la situation internationale et de la rentabilité interne, c'est-à-dire de la patience des Argentins. Le flux important des capitaux spéculatifs étrangers, ces deux dernières années, a permis le maintien de la surévaluation du peso et le comblement d'un déficit commercial de plus en plus important. Il peut facilement s'inverser. La déréglementation tous azimuts a détruit le système social tout entier. L'âge de la retraite a été relevé à 65 ans, la flexibilité du travail imposée, les caisses de Sécurité sociale privatisées et mises en concurrence. Le chômage touche 10% de la population et le sous-emploi bien davantage. Les pauvres seraient 9 millions soit un Argentin sur quatre. L'Etat n'assure plus ses missions minimales. L'investissement dans l'éducation ne représente plus que 1,5 à 2% du PIB alors qu'il était de 5% des dernières décennies. L'accès de certaines villes de l'intérieur est devenu difficile quand les lignes de chemin de fer privatisées ont été fermées et que les routes sont payantes. Le miracle libéral n'est même pas du goût de l'Eglise catholique officielle, pourtant peu progressiste, qui a protesté en avril 1992 contre son coût social trop lourd.



Les pauvres seraient neuf millions, soit un Argentin sur quatre.

Devant les explosions sociales qui n'ont pas manqué, comme à Santiago Del Estero en décembre dernier, la tentation autoritaire ressurgit. De très nombreux journalistes ont été agressés par des groupes paramilitaires ces derniers mois, et l'un d'entre eux a été assassiné. La sécurité juridique est minimale. Le parti radical, principal opposant, n'a aucune politique de rechange à proposer. La gauche est émiettée et incapable de constituer une force unie indispensable pour peser sur la situation. Carlos Menem prépare tranquillement la révision de la Constitution, préalable à sa réélection en 1995 avec le soutien des radicaux d'Eduardo Alfonsin. L'Argentine serait-elle devenue ce que Eduardo Galeano appelle une "democratura" (mi-démocratie et mi-dictature) ?

William Domingo

Chili, oublier Pinochet

On compare souvent la transition au Chili à celle de l'Espagne. Il y a pourtant une grosse différence. Franco est mort dan son lit. Ses héritiers n'avaient pas ses convictions et sa fermeté. Pinochet est encore chef de l'armée de terre chilienne. Pourtant, depuis 1989, la première élection libre, après seize ans d'obscurantisme, le Chili fait figure de bon élève. Les électeurs votent. Les partis proposent. Les gouvernements travaillent. L'élection de décembre 1993 a consolidé les acquis. Les forces de l'arc démocratique, "la Concertation", démocrate-chrétiens, socialistes et PPD, radicaux, ont renouvelé leur victoire de 1989. Les électeurs ont voté utile, en pariant sur les forces réformistes. Pour la première fois, un socialiste va s'occuper de la police, du ministère de l'Intérieur. Le nouveau président, le démocrate-chrétien Eduardo Frei, a promis de régler la situation militaire, en affirmant son autorité. Il n'y a plus de tabous. Cette révolution tranquille est paradoxale. Sa force vient d'une expérience tragique, que personnifie Pinochet. Mais les vrais problèmes ne sont-ils pas pour après ? Une dette sociale s'est accumulée de 1973 à aujourd'hui. Ricardo Lagos, ministre des Travaux publics et présidentiable ne s'y est pas trompé. "Il y a cinq millions de pauvres et huit qui ne le sont pas. Nous devons refuser cette comptabilité."

J.-J. K.

OFFRE SPECIALE VENDREDI HEBDO

LA COLLECTION PLANÈTE

K7 50 Frs indispensable dans votre discothèque "LE MEILLEUR DES MUSIQUES DU MONDE" **CD 90 Frs**



■ Planète Reggae Vol. 1
Peter Tosh, Culture, Black Uhuru, Yellowman, Dillinger, Lee Perry & Prince Jazzbo, Abyssinians, Gregory Isaacs, Third World, The Itals, Jimmy Cliff, Bob Marley, Lucky Dube, LKJ, Denny Brown, Burning Spear.



■ Planète Reggae Vol. 2
Yellowman, Burning Spear, Uroy, Yabby You, Israel Vibration, Liahman, R. Dumisani, A. Gussie & The New Examples., Lee. Perry, G. Isaacs, J. Cliff, Big Youth, The Maytals, T. Tribe, Inner Circle, P. Banton, Chaka. Demus & Pliers, Macka B.



■ Planète Brésil
Fafa de Belem, Flavio Faria & Rosinha de Valenca, Antonio Carlos Jobim & Miucha, Astrud Gilberto, Chico Buarque, Maria Bethania, Joyce, Gilberto Gil, Toquinho & Vinicius de Moraes, Maysa, Milton Nascimento, Caetano Veloso, Jorge Ben, Maria Creuza, Elis Regina, Charlie Brown.



■ Planète Raggamuffin
Cutty Ranks, Cobra, Johnny P., Anthony Gussie & The New Examples, Massiah Sound System, Super Cat, Dirtsman, Apachi Indian, Little Lenny, Daddy Yod, Pablo Master, JND, Tony Rebel avec Ken Boo, Sharda Ranks avec Maxi Priest, Little Kirk, Pinchers & Frankie Paul, Sai Sai, Tiger.



■ Planète Blues Vol. 1
T. Bone Walker, Bo Diddley, Muddy Waters, Howlin'Wolf, Canned Heat, John Mayall, Sony Boy Williamson & The Animals, Johnny Winter, All Star & Jeff Beck, Eric Clapton, Yardbirds, Fleetwood Mac, Chuck Berry, Screamin' Jay Hawkins.

RFM

ILS ONT AIMÉ :

● **Le Nouvel Obs...**
"La collection planète est conçue comme un atlas musical, elle réunit les meilleurs titres du genre."

● **L'Evenement...**
"C'est idéal pour démarrer une discothèque."

● **L'Express...**
"Les disques de la collection planète n'ont rien à voir avec les compil' fourre tout. Ici la qualité du son est irréprochable, le choix des thèmes également. Idéal pour découvrir la sono mondiale."



■ Planète Zouk Vol. 1
Zouk Machine, Sakiyo, Francky Vincent, Tanya St-Val, Malavoi, Kassav, Ralph Thamar, Ronald Rubinel, Dédé St-Prix, Eric Virgal, Dominique Bernier, Philippe Lavil & Jocelyne Beroard, Expérience 7, Joelle Ursull, Malhejose Alie.



■ Planète Blues Vol. 2
Muddy Waters, Etta James, Dale Hawkins, Howlin' Wolf, Koko Taylor, Willie Dixon, Elmore James, Jimmy Reed, Ten Years After, J.J. Milteau, Joe Cocker, Luther Allison, Calvin Russel, Canned Heat, Steve Ray Vaughan, J.J. Goldman.



■ Planète Zouk Vol. 2
Kassav, Ralph Thamar, Francky Vincent, Sakiyo, Jocelyne Beroard, Joelle Ursull, Malavoi, Zouk Machine, Dédé St-Prix, Kali, Tanya St-Val, J.M. Rotin, Alain Marlin.



■ Planète Afrique
Mory Kante, Toure Kunda, Alpha Blondy, Ismael Lo, Pierre Akendengue, Sipho Mchunu / Mama Bhubesi, Princesse Erika, Condry Ziquru, Johnny Clegg & Juluka, Salif Keita, Youssou'N'Dour, Patrick Victor, Zaiko Langa Langa, Abeti, Franco, Myriam Makeba.



■ Planète Raï
Cheb Mami, Cheb Khaled, Chaba Fadela, Cheb Kader, Cheb Tati, Cheb Kada, Raina Rai, Chaba Zahouania, Cheb Moumen.



■ Planète Latine
Rodolfo Y Su Tipica, Tito Puente, Eddie Palmieri, Sonora Majestad, Los Incas, Santana, Las chicas del can, Malavoi, Guillermo Portabales, Sonora Matancera, La Lupe, Impacto De Montemorelos, Ruben Blades, Los Machucambos, Wilfrido Vargas, K'Jarkas.



■ Planète Rock'n Roll
Bill Haley & The Comets, Carl Perkins, Jerry Lee Lewis, Gene Vincent, Chuck Berry, Little Richard, Bo Diddley.

BON DE COMMANDE

à retourner à : Vendredi Hebdo-Service Publicité – 10 rue de solferino 75333 PARIS Cedex 07

	Nombre d'exemplaires		Nombre d'exemplaires
Planète Reggae Vol. 1	CD ☐ ..... x 90 Frs = ... K7 ☐ ..... x 50 Frs = ...	**Planète Afrique**	CD ☐ ..... x 90 Frs = ... K7 ☐ ..... x 50 Frs = ...
Planète Reggae Vol. 2	CD ☐ ..... x 90 Frs = ... K7 ☐ ..... x 50 Frs = ...	**Planète Raï**	CD ☐ ..... x 90 Frs = ... K7 ☐ ..... x 50 Frs = ...
Planète Brésil	CD ☐ ..... x 90 Frs = ... K7 ☐ ..... x 50 Frs = ...	**Planète Latine**	CD ☐ ..... x 90 Frs = ... K7 ☐ ..... x 50 Frs = ...
Planète Raggamuffin	CD ☐ ..... x 90 Frs = ... K7 ☐ ..... x 50 Frs = ...	**Planète Rock'n Roll**	CD ☐ ..... x 90 Frs = ... K7 ☐ ..... x 50 Frs = ...
Planète Blues Vol. 1	CD ☐ ..... x 90 Frs = ... K7 ☐ ..... x 50 Frs = ...	**Total en francs =**	**+ frais de port 20 F**
Planète Blues Vol. 2	CD ☐ ..... x 90 Frs = ... K7 ☐ ..... x 50 Frs = ...		
Planète Zouk Vol. 1	CD ☐ ..... x 90 Frs = ... K7 ☐ ..... x 50 Frs = ...		
Planète Zouk Vol. 2	CD ☐ ..... x 90 Frs = ... K7 ☐ ..... x 50 Frs = ...		

Ci-joint mon règlement : ❑ par chèque à l'ordre de "Déclic Communication"
❑ par carte N° ⌊⌊⌊⌊⌊⌊⌊⌊⌊⌊⌊⌊⌊⌊⌊⌊

Nom : .....

Prénom : .....

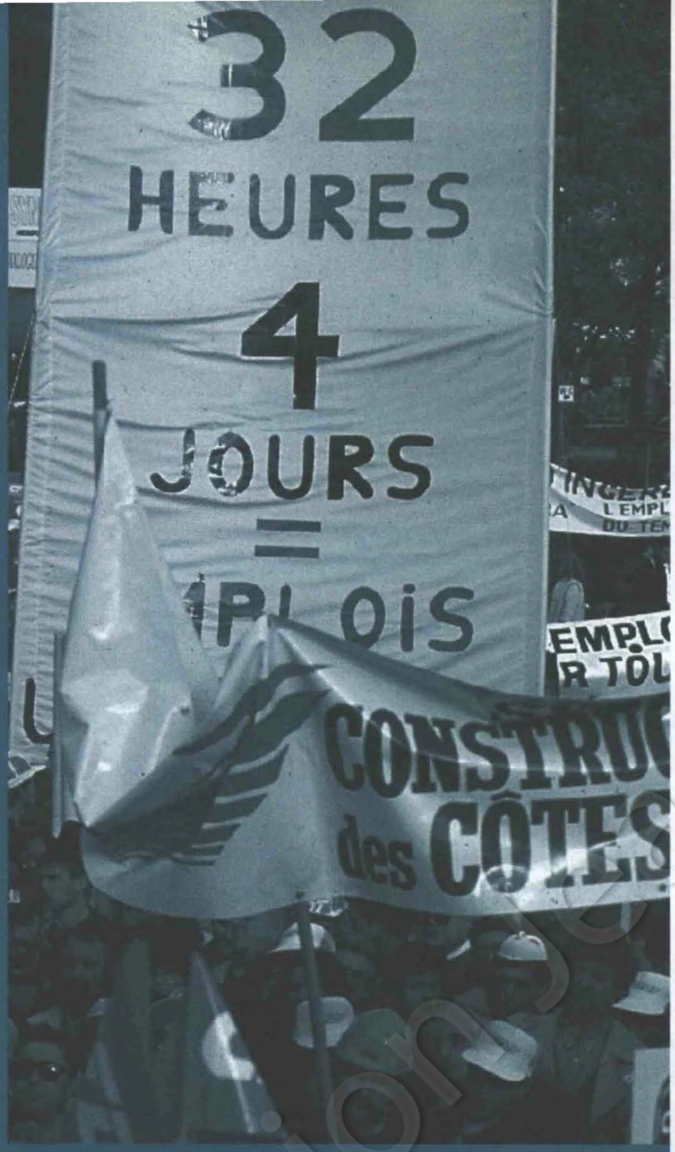
N° : ..... rue : .....

Code postal : ..... Ville : .....

Téléphone (facultatif) : ..... *Signature obligatoire :*

Collection Planète

"Non, "avenir" n'est pas un nouveau synonyme de malheur. Il doit devenir le synonyme d'une nouvelle espérance, et c'est un des sens premiers du combat socialiste." Michel Rocard a su trouver les mots justes à la fin de la convention sur l'emploi qui s'est déroulée sous le double signe de l'instauration d'un Smic-jeunes par la droite au pouvoir et de la définition par les socialistes d'une nouvelle politique pour l'emploi. Le projet des socialistes, c'est "la société solidaire". Non une société où il y aurait simplement plus de solidarité, mais une société qui se définit par son caractère solidaire. Avec tout ce que cela impose.





FACE AU DÉFI

La Fra

Lors de leurs travaux, les 26 et 27 février, les socialistes ont défini la société qu'ils veulent créer, la société solidaire : solidaire dans le partage des richesses produites, solidaire dans l'accès au travail et à l'emploi. Rien à voir avec la société du Smic-jeunes.

Parce que l'homme est, depuis toujours, au cœur du projet socialiste, les militants réunis à Cergy-Pontoise ont mis le problème de l'emploi, le principal auquel on soit confronté aujourd'hui, au centre de toutes les politiques publiques. Ils ont refusé de considérer la lutte contre le chômage comme le produit d'autres politiques et l'ont mise au rang "d'obligation première" de leur programme de gouvernement.
Pour y parvenir, ont-ils affirmé, il est nécessaire de lutter pour la croissance. Sans elle, rien n'est possible. On peut l'accélérer grâce aux plus grandes marges de manœuvre que les socialistes au pouvoir ont su conquérir en donnant au commerce extérieur les moyens de redevenir excédentaire, et par une relance européenne. Celle-ci doit permettre le financement de grandes infrastructures ferrovières, de grands travaux pour les banlieues, de technologies nouvelles, de réalisations pour l'environnement. L'Europe, aujourd'hui, n'y est pas prête ? "Cette situation n'est pas fatale, fait observer Michel Rocard dans son intervention de



Coll. Fondation Jean Jaurès

nce solidaire

dimanche matin, et elle ne sera pas durable." Une autre Europe est en train de se dessiner sous nos yeux : les gouvernements espagnol, danois et grec sont déjà à gauche, ceux d'Italie et d'Allemagne le seront peut-être dès cette année en attendant, l'an prochain, ceux de France et de Grande-Bretagne.

Pourtant, personne ne se fait d'illusions : la croissance, même équilibrée et accélérée, ne suffira pas, à elle seule, à faire reculer un chômage qui a changé de nature et est devenu, en se prolongeant, un terrible mécanisme d'exclusion. Pour le combattre et créer suffisamment d'emplois, il faut prendre garde, prévient la résolution finale de la commission des résolutions, "de ne pas s'enfermer dans une solution unique car, chacune, isolée, a démontré son insuffisance" et de ne négliger aucun instrument car tous sont nécessaires.

Une croissance plus riche en emplois est possible "grâce à de nouvelles répartitions". La première concerne la réduction du temps de travail. "Ni panacée, ni pacotille" note sobrement l'adresse aux Français, mais tous les militants réunis à Cergy ont pu faire leur l'appel de Dominique Strauss-Kahn : "Nous cherchons à remettre en marche un processus qui a donné ses fruits, mais qui s'est arrêté depuis dix ans. Il faut le relancer".

Sur cette question où le PS était très attendu, la convention a tranché. En différenciant projet, objectif et étapes et en mettant les uns et les autres à leur place. Parce que ce ne sont pas les étapes qui doivent définir un projet, mais bien le projet qui définit et hiérarchise des étapes.

"Le projet à long terme que nous devons poursuivre est celui de la semaine de quatre jours" proclame l'adresse aux Français. Notre objectif est d'arriver à une durée de 35 heures durant la législature". Une première étape amènera la durée légale du travail à 37 heures en moins de deux ans. "Cette réduction du temps de travail, affirme le texte adopté, n'impliquera pas d'atteinte au pouvoir d'achat des salariés ; les gains de productivité et une partie de la redistribution des revenus et des richesses étant affectés à son financement".

A l'ancienne notion statique d'une masse salariale fixe à partager en parts plus petites, les socialistes opposent, aujourd'hui, une conception dynamique du partage des gains de productivité. Elle leur permet de dépasser, par le haut, le débat entre ceux qui craignent une baisse des salaires et ceux qui redoutent un alourdissement des coûts des entreprises. Tirant les leçons de l'histoire -la réduction de moitié du temps de travail depuis un siècle a été obtenue sans baisse des salaires- et des réussites récentes en la matière aux Pays-Bas et en Allemagne, Dominique Strauss-Kahn a pu affirmer devant la convention, sans être contredit, qu'il n'y a "aucune raison de s'engager dans une quelconque déclaration qui aboutirait à une baisse du pouvoir d'achat des salariés".

Cette première étape comporte, en outre, toute une série de dispositions qui, pour être moins souvent mises en avant que la réduction de la durée du travail, n'en sont pas moins importantes : l'aménagement du temps de travail, bien sûr, la retraite progressive, mais aussi la réduction des heures supplémentaires -l'équivalent de 680.000 emplois à plein temps en 1991- et leur transformation peu à peu en repos compensateur. Le développement du temps réduit choisi appelle, pour sa part, l'élaboration d'une véritable charte garantissant le retour au temps complet et le déroulement des carrières de ceux qui le choisissent.

"La redistribution devra également jouer, continue le texte, pour financer le développement des emplois de service". Ils correspondent, chacun en est conscient, à des besoins sociaux de plus en plus importants et apparaissent comme un des principaux domaines dans lesquels une création significative de l'emploi peut être obtenue. Pour rendre leur coût supportable, il faut mobiliser en leur



faveur plusieurs sources de financement, venant des consommateurs, des collectivités locales (grâce à une dotation globale de création d'emplois versée par l'Etat aux communes et financée par un point de CSG), pour n'en citer que deux. Des petits boulots au rabais ? "On découvrira bien vite, remarque Michel Rocard, qu'une grande par-

Non au sous-Smic pour les jeunes

Le Smic-jeunes fait l'unanimité contre lui. L'ensemble des syndicats, la totalité des organisations de jeunes exigent son abrogation.

Le 3 mars, les oreilles d'Edouard Balladur ont dû siffler. Les syndicats comptaient lui dire leur indignation lors de la table ronde qu'il organisait ce jour-là, tandis qu'une foule de jeunes manifestait sous ses fenêtres pour s'opposer à ce "CIP" qui permet leur embauche à un niveau inférieur au Smic, sans formation et pour deux ans, qu'ils soient sans qualification ou titulaires d'un bac + 2 et plus. "Cette mesure est doublement inacceptable" confirme Laurent Fabius qui, avec le groupe socialiste, a demandé l'inscription d'urgence à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale d'une proposition de loi demandant son abrogation. "Le projet Balladur serait inefficace : il ne diminuerait pas le chômage mais le déplacerait. Si les jeunes sont embauchés sur cette base, les employeurs se débarrasseront des salariés les plus âgés. Au bout de deux ans, ces jeunes eux-mêmes seront remplacés par d'autres. D'autre part, elle peut être appliquée à des bac + 2 qui vont gagner à peine plus que s'ils étaient au RMI. Si on veut décourager la formation, c'est exactement ce qu'il faut faire." Michel Berson, lui aussi, est inquiet : "Ce sous-Smic pour les jeunes va devenir le mode normal, naturel, de l'embauche de tous les jeunes, qu'ils soient diplômés ou non. C'est la mesure la plus rétrograde sur le plan social que le gouvernement a pu prendre depuis une année."

Fondation Jean-Jaurès

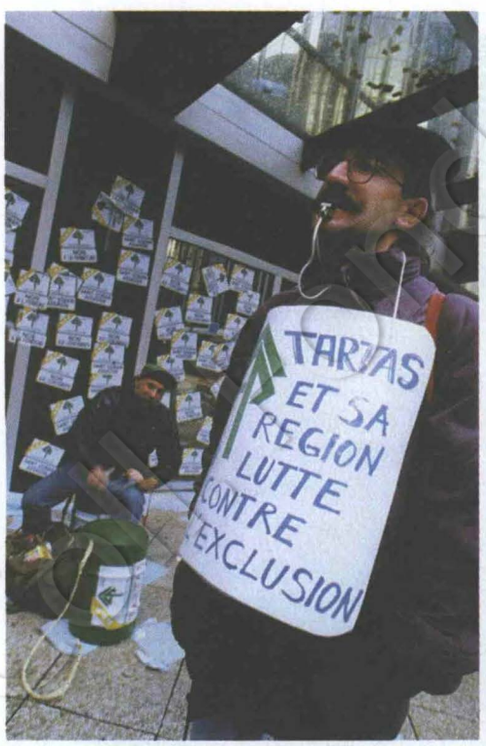
tie de ces emplois dits de service, ou de proximité, demandent une réelle qualification. Il faudra former ceux qui exerceront tous ces métiers sociaux et les qualifier."

Beaucoup a été proposé lors de cette convention, beaucoup reste encore à faire. Aussi Michel Rocard, lors de son intervention de clôture, a-t-il lancé des pistes vers l'avenir. On ne peut pas à la fois constater que le travail diminue et continuer à en faire le seul support de l'impôt. A temps nouveaux, fiscalité nouvelle pour réguler des dépenses sociales, modifier l'assiette du financement, reprofiler les cotisations. "C'est dès maintenant qu'il faut mettre en chantier une refonte de la fiscalité". C'est dès maintenant, également, qu'il faut reconsidérer un RMI qui a montré ses limites. "Je crois le temps venu de faire en sorte que les titulaires du RMI accomplissent des tâches d'intérêt social. Un jour viendra où ce RMI réorienté laissera la place à un véritable salaire, pour un véritable emploi, salaire social pour un emploi social."

Dernière piste esquissée par Michel Rocard, l'obligation, que les socialistes devraient se créer, d'offrir à chaque jeune, sans exception, un emploi ou une activité dès la sortie du système scolaire.

Sur les bases de ce premier contrat pour la société solidaire qu'ils proposent aux Français, les socialistes peuvent recommencer à avancer sur des bases solides, en toute conscience de leurs responsabilités.

Monique Grima



Contre la fermeture de la Cellulose du Pin (330 emplois à Tartas dans les Landes) annoncée pour le 15 avril, les salariés sont venus manifester devant le siège de Saint-Gobain

L'emploi au cœur d'un nouveau contrat social

"Voilà le combat qu'il nous faut mener pour que la collectivité publique -car, qui d'autre qu'elle pourrait le faire !- propose à la négociation des forces vives de ce pays, aux salariés, aux syndicats, aux entreprises, à l'ensemble des travailleurs et, au delà de ceux-ci, à l'ensemble des citoyens, une véritable transformation sociale, une nouvelle politique pour l'emploi.

Mais dès demain, sans attendre, nous devons soutenir les travailleurs partout où ils luttent pour leur emploi contre les licenciements abusifs, et pour dénoncer la "culture du licenciement" qui se met en place dans de nombreuses entreprises. Ne laissons pas l'état d'esprit démissionnaire du gouvernement se répandre comme un poison dans le pays. La lutte contre l'exclusion est fondamentale. D'ores et déjà il est possible d'agir en mobilisant toutes les parties de la société française, les services publics et les entreprises, les collectivités locales et les associations. Partout, sur le terrain, faisons de l'emploi notre combat ; l'emploi est au cœur d'un nouveau contrat social."

Extrait de la résolution finale de la commission des résolutions. Cergy, le 27 février 1994

Rapports des quatre commissions

● *Michel Destot, rapporteur de la commission sur les marges de manœuvre, tord d'abord le cou à quelques idées fausses, comme celle selon laquelle il n'y aurait pas de mouvement social possible. Pour lui, il existe des marges de manœuvre internationales : elles passent, pour l'Europe, par la monnaie unique, l'initiative européenne de croissance. Mais l'Europe n'a de sens que si elle est d'abord sociale. Les marges de manœuvre nationales existent aussi. L'intervention publique est indispensable dans le cadre de grandes stratégies industrielles, de grands chantiers ; elle doit reconvertir les différents budgets en les passant au crible de l'emploi. Une réforme de la structure des prélèvements obligatoires est nécessaire. Il faut s'appuyer sur la mobilisation sociale et promouvoir un nouveau partenariat.*

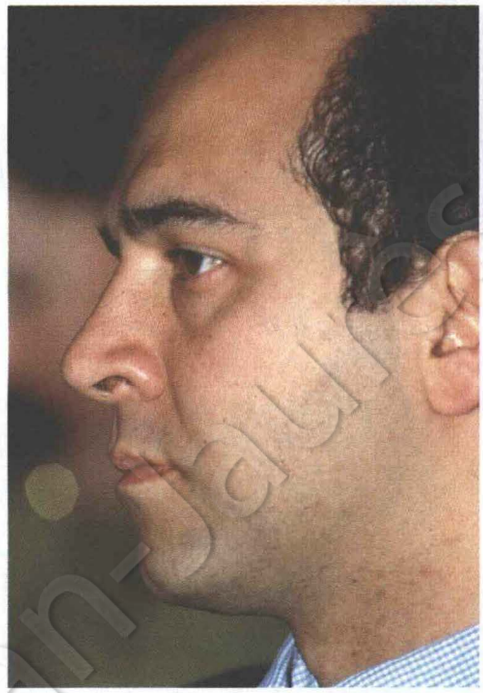
● *Les participants de la commission sur le temps de travail et la formation ont évoqué, selon Michel Coffineau, son rapporteur, les négociations qui se déroulent avec des patrons qui manifestent une culture de licenciement : elles ne permettent pas de créer des emplois, même quand les salaires sont réduits. Il évoque ensuite les trois approches de la réduction du temps de travail. La première, celle du rapport initial, ne veut pas toucher les salaires : en utilisant les gains de productivité, elle croit possibles les 37 heures en deux ans. La deuxième veut atteindre rapidement les 35 heures sans toucher les salaires : pour elle, il ne faut pas s'engluer dans les contraintes économiques, mais coller au mouvement social. La troisième souhaite les 35 heures, mais sans mettre en difficulté les entreprises : elle fait appel à la redistribution des revenus et des richesses et compte sur une fiscalité accrue des hauts revenus et du capital. Il faut que la convention tranche. Si le texte est court, net et compréhensible, nous aurons fait du bon travail.*

● *Au nom de la commission sur la mobilisation pour l'emploi, Jean Le Garrec fait remarquer que les acteurs sont contraints, aujourd'hui, à travailler dans des cadres construits il y a trente ans, en période de grande croissance. Les participants ont évoqué la nécessité de bousculer les conformismes, de déconcentrer les politiques, de recréer des lieux pertinents où l'on puisse retrouver tous les acteurs. Il rend hommage à tous ceux qui sont en train d'inventer une nouvelle pratique sociale et la traduisent en projet politique. Il demande que l'on renforce les moyens de l'inspection du travail et des conseillers du salarié, suggère que l'on instaure l'obligation d'annexer le bilan social au bilan financier des entreprises. Il souhaite, en outre, que l'on prenne en compte l'expérience des demandeurs d'emploi, en évitant de les opposer aux organisations syndicales : des liens de partenariat, d'écoute et d'action doivent se créer.*

● *Martine Aubry, rapporteur de la commission sur les nouveaux emplois, appelle de ses vœux un projet de société où chacun puisse vivre mieux et avoir sa place. De nombreux emplois peuvent être créés, répondant à des besoins non couverts de services aux personnes, ou se développant autour d'activités traditionnelles. Il faut contribuer à les valoriser, mettre en place la formation qu'ils requièrent, leur donner une qualification, un statut. Reste la question essentielle de la réduction des charges qui pèsent sur eux et de la solvabilité de leur financement. Il faut une réforme qui assoierait le financement de la protection sociale autrement que sur les salaires. En attendant, et au delà, on devrait accorder aux élus des aides financières qui seraient des leviers à la création de ces emplois, permettre des emprunts pour l'emploi au niveau local.*

La déflation salariale n'est pas un remède à la crise

Au sortir de la Convention, Pierre Moscovici, trésorier du Parti, précise les points forts des délibérations et leurs perspectives pour la société.



Comment les socialistes articulent-ils semaine de quatre jours, 37 heures et 35 heures ?

Pierre Moscovici : Le texte adopté vise trois horizons. La semaine de quatre jours, avec une autre utilisation du temps et une civilisation du temps choisi, est notre perspective de société à long terme. Il s'agit là d'un véritable choix de vie.

Sa réalisation passe par la réduction de la durée du travail hebdomadaire. C'est pourquoi nous proposons qu'une première étape soit franchie, dès le retour des socialistes aux responsabilités, par le vote d'une loi fixant à 37 heures la durée légale hebdomadaire dans un délai inférieur à deux ans.

Le vote des militants et les délibérations de la Convention ont rappelé l'attachement des socialistes à une deuxième étape, rapide : le passage aux 35 heures devra être réalisé dans le courant de la législature qui suivra notre retour au pouvoir.

L'essentiel est l'affirmation claire que la réduction rapide, importante, continue, du temps de travail est déterminante pour les socialistes, à la fois comme mode d'organisation de la société et pour parvenir à notre objectif central : la création d'emplois.

Quel sera le rôle de la loi et celui des partenaires sociaux ?

Pour réussir la réduction du temps de travail, il faut à la fois une forte impulsion publique, d'abord par la loi, et une vraie négociation décentralisée. Il revient à la loi de fixer les grands objectifs, parmi lesquels la durée du travail hebdomadaire, et les conditions de la négociation. Le niveau confédéral pourrait déterminer une méthode générale et élaborer une charte du temps choisi. Le niveau des branches devrait aboutir à des accords-cadres dans différents domaines : application de la durée hebdomadaire -car, 1936 est là pour nous le rappeler, il y a parfois loin de la durée légale à la durée effective ; examen des possibilités d'aménagement et de réduction du temps de travail en deçà de l'horaire légal ; développement des capacités de production ; contreparties en termes de créations d'emplois. C'est au niveau de l'entreprise que doit, bien sûr, se négocier l'application concrète de ces dispositifs. L'Etat doit aussi fixer la norme d'affectation des gains de productivité et développer un système d'incitations financières.

En fait, nous nous inscrivons dans la logique social-démocrate du "moteur à trois temps". A l'Etat, par la loi, de fixer le cadre de référence. A la négociation de le faire vivre. Mais l'Etat peut et doit, en dernière instance, si la négociation n'aboutit pas, reprendre l'initiative pour mettre en application la volonté générale. Autrement dit, la loi peut parachever la démarche de réduction du temps de travail si les partenaires sociaux, et notamment le patronat, dont on sent bien les réticences, sont défaillants. Cette démarche exige un mouvement social fort, et d'abord des syndicats écoutés.

"Pas d'atteinte au pouvoir d'achat des salariés" dit le texte. Il n'y aura donc pas de baisse des salaires ?

Jamais les socialistes n'ont revendiqué ni souhaité des baisses de salaires, qui ne peuvent déboucher que sur une chute de la consommation et de la demande, creuser les inégalités sans, bien sûr, favoriser l'emploi. Jamais, au demeurant, la réduction séculaire du temps de travail ne s'est accompagnée de telles baisses : la déflation salariale ne peut en aucune façon constituer un remède à la crise. Seule la droite balladurienne, qui montre décidément qu'elle n'a rien compris, rien appris, y croit en instituant un Smic-jeunes qui est une véritable atteinte à la dignité !

C'est pourquoi, en proposant de reprendre ce mouvement historique, interrompu depuis dix ans, de réduction du temps de travail pour la création d'emploi, nous refusons la moindre atteinte au pouvoir d'achat. Cet objectif englobe les salaires puisque le pouvoir d'achat tient compte du surcroît de l'inflation. Ceci n'exclut pas, bien sûr, l'effort de redistribution des richesses.

Sur quoi cette réforme portera-t-elle ?

Notre Convention portait sur l'emploi, non sur la fiscalité. Mais chacun a compris que la création d'emplois ne pouvait être dissociée d'une redistribution vigoureuse. Plusieurs aspects en sont soulignés par le texte que nous avons adopté. Nous proposons de créer une dotation globale de création d'emplois (DGCE) pour aider les collectivités locales à financer, pour partie, la création d'emplois dans les services de proximité, y compris sous la forme de chèques-service. Cette mesure serait financée par un point de CSG. En outre, afin de favoriser l'emploi des travailleurs non qualifiés, nous suggérons d'exonérer de cotisations sociales les salaires au niveau du Smic, et de réduire cette exonération jusqu'à un niveau égal à deux fois le Smic. Pour financer cette exonération (qui tourne le dos au Smic-jeunes, car elle concerne les charges et non les salaires) qui coûte de l'ordre de un point de PIB, nous refusons la prétendue "TVA sociale", inflationniste, anti-redistributive, et qui pénaliserait la consommation et la croissance, qui tente le gouvernement Balladur. Nous préconisons plutôt l'affectation à cette mesure de la taxe sur le CO_2, qui fait partie de nos engagements de la Conférence de Rio sur l'environnement.

Ces propositions n'épuisent pas le champ de la réforme fiscale. Nous savons qu'en France, le travail est trop imposé par rapport au capital ; que notre impôt sur le revenu est archaïque, inefficace, mal ressenti ; que notre prélèvement social est inadapté ; que notre fiscalité de l'épargne est trop faible, tout comme celle des patrimoines. Nous n'éviterons pas une réflexion en profondeur sur la réforme du prélèvement social et fiscal, en liaison avec un réexamen de la dépense publique et du fonctionnement de l'Etat-providence.

Propos recueillis par M.G.

Fondation Jean-Jaurès

LOI SUR L'ENTREPRISE INDIVIDUELLE

Retour au XIXe siècle

"Lorsque l'on veut se débarrasser de son chien on dit qu'il a la rage." Ce proverbe, le gouvernement Balladur en a fait l'axe de sa politique sociale. Analyse d'un spécialiste du droit social.



Faux artisans, vrais tâcherons.

Pour les Diafoirus du gouvernement, la cause de tous les maux dont souffre notre économie réside dans le statut des salariés de ce pays. Ainsi, depuis mars 1993, la droite, sur le terreau de la crise et des menaces sur l'emploi, applique avec une régularité de métronome son projet de démantèlement de notre réglementation salariale. La méthode gouvernementale a le mérite d'exposer clairement sa philosophie : il faut développer la flexibilité du travail et abaisser son coût pour permettre au patronat de retrouver ses marges économiques. Edouard Balladur a donc entrepris une série de saignées répétées.

La première salve débute par la trop fameuse loi quinquennale pour l'emploi dont la prescription consiste à remettre en cause des institutions représentatives du personnel, à institutionaliser les petits boulots, à neutraliser le paiement des heures supplémentaires, à légaliser la baisse généralisée des salaires et le retour de la sortie de l'école dès 14 ans à destination de l'entreprise... La seconde salve a pris la forme de "la loi sur l'entreprise industrielle", sortie de l'imagination créatrice du ministre Madelin. Elle a pour effet de supprimer la référence au code du travail pour tous les travailleurs qui, placés en situation d'exclusion économique, sont contraints de créer des micro-entreprises individuelles.

Une curieuse sous-traitance

Ce statut, qui s'obtient par inscription au Registre du commerce et des sociétés ou au Registre des métiers, a pour principale conséquence de substituer une relation de sous-traitance commerciale à l'activité salariée. Autrement dit, le travailleur indépendant n'est plus soumis à la durée légale du travail, aux cotisations sociales salariales, aux congés payés, aux indemnités Assedic après la rupture du contrat... Ce statut a déjà conduit à nombre d'abus dont les fleurons sont : de muer en artisans des ouvriers du bâtiment payés à la tâche, en louageurs des coursiers, ou en professions libérales des bagagistes d'une grande société nationalisée. L'objectif annoncé de la loi est la généralisation de cette condition à une fraction importante du monde du travail. La lecture du Journal Officiel nous éclaire sur la méthode édifiante programmée : désormais est instaurée en la matière "une présomption simple d'activité indépendante exercée hors de tout contrat de travail". Est ainsi envoyée aux oubliettes la possibilité dont disposait le juge pour requalifier en contrat de travail cette prestation. Au pire vient d'être rétabli le statut de serf, au mieux celui de la population laborieuse du XIXe siècle. Cruelle ironie de l'histoire, cette opération intervient à une époque où le corps social est particulièrement affaibli, comme le révèle le dernier rapport du centre d'études des revenus et des coûts -le feu CERC, lui aussi tombé au champ d'honneur de la loi quinquennale. Il évalue à 11 millions de personnes le nombre d'actifs vulnérables en raison de la faiblesse de leur revenu ou de leur mauvaise intégration sociale. Parmi elles, 6 à 7 millions ont un emploi stable mais présentent un risque de fragilité, et 5 millions sont en situation de précarité extrême.

Jusqu'où ira encore le gouvernement Balladur ? Aussi loin qu'il le pourra, comme en témoigne la dernière offensive contre les salariés qui a pour nom le Smic-jeunes ! Au risque toutefois qu'un mouvement social puissant ne dresse les travailleurs contre l'abandon d'un pan entier d'une législation qui a contribué à structurer le corps social.

Dominique Riera

LÉGISLATIVE

Une situation

Le 6 mars aura lieu le premier tour de l'élection législative partielle dans la deuxième circonscription des Alpes-Maritimes (centre-ville de Nice). Objectif principal pour le socialiste Patrick Mottard : en finir avec le "médecinisme" et ses héritiers.

Dans cette ancienne circonscription de Jacques Médecin, en mars 1993, le RPR Christian Estrosi l'avait emporté d'assez peu devant le candidat du Front national. En 1993, au premier tour, Patrick Mottard avait fait 15%, au second tour, il avait appelé à l'abstention. Le Conseil constitutionnel ayant annulé l'élection d'Estrosi pour dépassement du plafond, le socialiste est à nouveau en campagne avec, comme principaux adversaires, Jean-Paul Baréty (RPR), actuel maire de Nice, (ex-6e adjoint de Médecin) et toujours le même candidat du Front national. Sont partants également : un communiste, un écologiste indépendant, un vert, un MRG, et un candidat alliance populaire,

Européennes : le méli-mélo écolo

Tiraillés entre leurs différents tropismes, les écologistes ont bien du mal à se situer en dehors de l'axe droite-gauche. D'où leurs difficultés à trouver un accord entre eux pour les élections européennes.

Les Verts attendaient Noël Mamère, ils ont vu Brice Lalonde. Mardi, la rencontre au sommet entre Génération Ecologie et les Verts avait un côté quelque peu surréaliste. Son initiateur, Noël Mamère, n'y participait pas, remplacé... par Brice Lalonde qui, initialement, se montrait le plus réticent à la tenue de cette table ronde.

L'Entente écologiste, défunte au soir des dernières législatives, était-elle en train de renaître ? On en est loin... D'abord parce que Lalonde était là, contraint et forcé. Il jugeait ce type de réunion plus opportun après les cantonales. Mais sous la pression des critiques de Noël Mamère, le patron de GE a dû en rabattre. En effet, depuis quelques semaines, le maire de Bègles, inquiet des dérives balladuriennes de Lalonde, et craignant d'en pâtir lors des prochaines municipales, avait décidé de prendre ses distances avec son chef de file et d'opérer un rapprochement avec les Verts. Une aubaine pour Dominique Voynet et ses amis qui, après des désillusions pour attirer des personnalités d'ouverture de renom sur leur liste européenne, et des discussions infructueuses avec les composantes de la gauche alternative, se trouvaient dans l'impasse.

Dans un appel, des membres de GE et des Verts se prononçaient pour une liste unique des écologistes aux européennes. A présenter deux listes, aucune ne risquait d'atteindre la barre des 5%. Le réalisme imposait de faire cause commune. Mais il ne fournit pas pour autant un accord politique. Car il est difficile de concilier les tropismes antagoniques des écologistes. Entre les penchants balladuriens de Lalonde, le "ni-ni" de Waechter et les relations privilégiées du tandem Voynet-Cochet avec les représentants de la gauche alternative, définir des convergences de fond relève de la mission impossible. De telles dissensions illustrent bien les difficultés qu'éprouvent les écologistes à se situer en dehors de l'axe droite-gauche. Elles deviendront de plus en plus intenables au fur et à mesure qu'on approchera de l'élection présidentielle.

Désaccord sans rupture

En écartant Mamère de la délégation qui a rencontré les Verts, mardi, Lalonde n'a pas facilité les conditions du dialogue. Résultat de deux heures de discussion : le désaccord est total sur le fond, notamment sur le programme européen, mais il n'y a pas de rupture. Les deux partis se rencontreront régulièrement toutes les semaines. Mais personne ne risque le moindre pronostic sur l'issue des négociations.

Les Verts, qui ont toujours été favorables à une liste unique, s'estiment en position de force. Ils souhaitent que les écologistes parlent d'une seule voix. Sans doute une chimère. Mais si les écologistes n'y parvenaient pas, les élections cantonales et européennes risqueraient de les marginaliser totalement... ou pourraient provoquer une recomposition entre écolos de droite et écolos de gauche.

Jean-Pierre Bedeï

PARTIELLE

délicate à Nice

extrême droite. Le maire de Nice a été imposé par le RPR pour essayer de régler les conflits internes après le départ de Médecin et la course à la succession.

Patrick Mottard mène une campagne de terrain. Présent sur les marchés, chez les commerçants, à la sortie des lycées... Il se bat sur trois thèmes principaux : en finir avec le médecinisme, rejeter l'extrémisme et un FN à 30%, et dénoncer les faux-semblants du balladurisme, notamment à partir de l'affaire de Canal Plus. "En discutant avec les gens, on découvre qu'ils sont très mécontents du gouvernement actuel, souligne le socialiste qui espère améliorer son résultat de 5% et confirmer ainsi la remontée de la gauche. Patrick Mottard est également candidat aux élections cantonales dans le 6e canton de Nice, qui fait partie de sa circonscription. Michel Rocard sera présent pour le soutenir vendredi 4 mars.

C.L.

COUP D'ŒIL

Quand une mesure est mal reçue par l'opinion, la droite récuse la critique de gauche sous l'argument : les socialistes sont des hypocrites car ils en ont fait autant. Ainsi, Monsieur Madelin prétend que les Tuc de Fabius sont les ancêtres du Smic-jeunes de Balladur. Gros mensonge. Les Tuc s'appliquaient à des jeunes sans qualification, comportaient une obligation de formation et prenaient place dans une filière d'insertion globale aux résultats dûment contrôlés. De plus, ils étaient inaccessibles aux entreprises privées. Sous le gouvernement Rocard on leur donna un véritable statut de salarié à mi-temps. La logique était donc celle de la valorisation. Le Smic-jeunes s'applique, au contraire, à des jeunes qualifiés. Par exemple aux étudiants des IUT et des préparations au BTS (bac + 2). Ainsi, ni l'objectif, ni les moyens, ni le contexte ne sont les mêmes. Quoi qu'il en soit, ces messieurs les ministres de droite doivent le savoir : les socialistes ont compris qu'ils ont été sanctionnés aux élections au nom de leurs valeurs de gauche et non contre elles. Par conséquent, quand les jeunes et les syndicats ouvriers disent "non", il est naturel que les socialistes en fassent autant. Monsieur Madelin et ses piteux amis doivent donc prouver que leur mesure est autre chose qu'une sale combine pour offrir, à pas cher et sans contrepartie, de la main-d'œuvre très qualifiée bien précarisée. Une ou deux manifestations et nous devrions en avoir fini. Balladur reculera, comme d'habitude, si nous y mettons les moyens. Après quoi, on passera au décret suivant. Car la loi quinquennale prévoit quarante-trois décrets d'application. Donc quarante-trois manifestations. Au moins.

Jean-Luc Mélenchon

Collection Dauphins

Le long travail de mémoire



Contre l'indifférence et l'oubli, livres, films, manifestations sur la dernière guerre se multiplient. Réflexion sur le travail de mémoire, multiforme, rendu plus indispensable encore par l'actualité.

Avec la sortie du film de Spielberg, la publication des livres de Hillsberg (1) et de Derogy (2), l'ouverture du procès Touvier le 17 mars à Versailles, les prochaines commémorations du cinquantenaire du Débarquement, la mémoire sur la dernière guerre et ses horreurs continue de se forger. Certes, sur l'Holocauste, rien ne pourra remplacer le monument que reste le film de Claude Lanzmann "Shoah", dont il prépare une suite. Mais tous les témoignages, tous les écrits, toutes les manifestations, toutes les paroles participent du lent et long travail de mémoire. Car l'oubli et le révisionnisme guettent. 22 % des Américains, 7 % des Britanniques et 5 % des Français estiment "possible" que l'extermination des Juifs par les Nazis n'ait jamais eu lieu, révèle un sondage effectué en octobre 1993 par Louis Harris. Et, selon les chiffres plus récents de l'étude faite par IPSOS-Le Point, 41 % des moins de 35 ans s'estiment mal informés sur les camps de concentration et 82 % pensent qu'il faut continuer de parler des camps pour que cela ne se produise plus. Des chiffres qui incitent à travailler encore alors qu'en Europe même, la barbarie se réveille, la xénophobie et la purification ethnique assassinent tous les jours.

L'oubli et le révisionnisme guettent

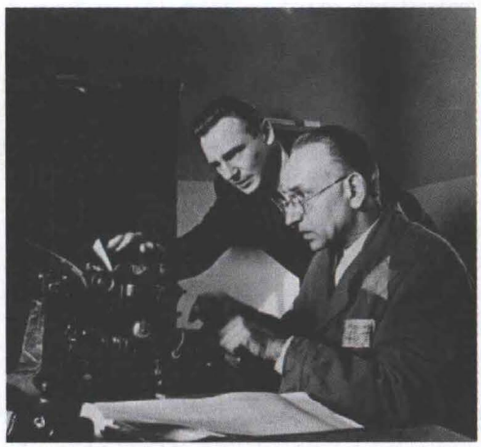
"Quand le chômage s'étend, que la dislocation de la société commence, la peur apparaît qui mène au drame. Et là, on réalise qu'Hitler n'était pas une aberration de l'Histoire", s'inquiète l'avocat international Samuel Pisar, l'un des plus jeunes survivants d'Auschwitz. "Un peuple qui n'a pas de mémoire, n'a pas d'avenir, souligne-t-il en affirmant : "l'indifférence, la passivité, voilà l'ennemi". La sortie d'un film de Steven Spielberg constitue toujours un événement. Si sa dernière œuvre se distingue des précédentes, c'est qu'elle ne fait pas œuvre de fiction mais d'histoire, romancée pour être plus accessible. Pas n'importe quelle histoire, celle de l'Holocauste, par le biais de ce personnage étrange que fut Oskar Schindler (lire ci-dessous). Le réalisateur explique lui-même : "J'ai réalisé ce film avec l'espoir que les générations futures garderont en mémoire cette période tragique de notre histoire et s'efforceront de mieux la comprendre". "Quand les survivants seront morts, s'inquiète Pisar, l'histoire parlera au mieux avec la voix neutre des chercheurs, au pire avec celle, falsificatrice, des révisionnistes".

Témoigner de l'inimaginable, de l'indescriptible, c'est ce qu'ont tenté peu à peu les rescapés et les plus jeunes. Un jour de 1980, le romancier australien Thomas Keneally fait escale pour quelques heures à Los Angeles. Il entre dans une boutique pour acheter une valise, qu'il paye avec une carte de crédit. Le temps qu'elle se trouve validée, le commerçant tente de lier conversation. Keneally répond du bout des lèvres, inquiet du temps qui passe. "Oui, il voyage." "Oui, il fait un travail intéressant : écrivain", précise-t-il, courtoisement. Et son interlocuteur de s'enthousiasmer : "Si je savais écrire, j'aurais à raconter. Prenez ces pages, elles vous intéresseront". Dans l'avion, Keneally se penche sur les feuillets : c'est l'histoire des Juifs de Schindler car le vendeur n'est autre que Léopold Pfefferberg, l'un d'entre eux. Après une longue enquête naîtra le roman (édité par Robert Laffont) qui est à l'origine du film de Spielberg. Reçu par François Mitterrand, le réalisateur a insisté sur l'éducation, "afin que les jeunes puissent se déterminer eux-mêmes, émotionnellement, culturellement et historiquement par rapport à ce qui s'est passé entre 1939 et 1945".

Lyne Cohen-Solal

(1) "Exécuteurs, victimes, témoins", Gallimard, 363 p., 170 F.
(2) "Raoul Wallenberg, le juste de Budapest", Stock, 320 p., 130 F.

"La liste de Schindler"



Un "Juste". Tel fut Oskar Schindler, cet ambigu industriel allemand, nazi repenti, qui a réussi à sauver, au péril de sa vie, après avoir soudoyé ses amis SS, près de 1.400 juifs, en les gardant dans son usine. A travers cette histoire, magistralement interprétée par Liam Neeson et Ben Kingsley, Steven Spielberg rend compte de l'Histoire. De ce que fut concrètement la "solution finale" du problème juif. Brimades, peur, faim, chambres à gaz, fours crématoires, massacres, charniers. Insoutenables images de la violence des tortionnaires nazis sur leurs victimes. Ce qu'on voit est pire que ce qu'on imaginait, et la réalité fut encore pire. Ce film, tourné en noir et blanc, rompt avec la manière habituelle de Spielberg (E.T., Jurassik Park). On lui pardonne facilement d'avoir accompagné certaines scènes d'une musique sirupeuse, car "Schindler" n'est pas un film comme les autres. C'est une œuvre essentielle pour éclairer tous ceux qui ignorent encore le crime le plus grand jamais commis par les hommes. Avec ses six millions de figurants, ce film constitue une formidable machine à lutter contre l'oubli.

Claude Polak

L'affaire Dreyfus et la gauche : l'ancrage républicain

Le centenaire de l'Affaire est l'occasion de revenir sur le grand tournant de la gauche : Jean-Robert Ragache souligne le rôle des francs-maçons dans l'élaboration de l'idéal républicain. Denis Lefebvre rappelle qu'après bien des hésitations, les socialistes, avec Jaurès, refusent l'antisémitisme et entrent dans la République.



Le capitaine Dreyfus à son retour en France après sa libération.

Le rôle de la Franc-Maçonnerie

Jean-Robert Ragache*

Le mérite de toute commémoration, outre de créer une mémoire commune, c'est de réactiver des faits et des représentations enfouis dans les consciences. Des braises non éteintes peuvent causer ces brûlures de l'Histoire que notre République a longtemps tenté d'occulter : Commune de Paris, mutineries de 1917, Vichy et, plus près encore, guerre d'Algérie. Il est curieux que l'affaire Dreyfus, qui divisa la France, suscita des passions violentes et établit définitivement une république du droit, soit si peu évoquée. Il est pourtant nécessaire de parler de cet événement qui provoque encore chez certains des interrogations, des sous-entendus, comme l'a révélé la récente publication émanant du service historique de l'Armée de terre. Dire qu'une affaire Dreyfus est possible aujourd'hui est hasardeux tant les éléments qui la sous-tendaient sont difficiles à réunir aujourd'hui. Certes, une erreur judiciaire est toujours possible et la justice peut se rendre dans un climat passionnel démesuré ; certes, l'antisémitisme, longtemps en veilleuse par sa compromission avec le nazisme, connaît une résurgence ; certes, nous vivons, comme dans les années 1890, une période de fortes mutations qui créent exclusions et décalages sociaux. Mais le nationalisme n'a pas la même virulence que sous cette IIIe République avide de revanche, les relations internationales ne font plus apparaître un ennemi désigné qui peut engendrer une crise d'espionnite aiguë, et les droits de l'individu peuvent d'autant mieux s'affirmer que les autorités institutionnelles -Eglise et armée notamment- n'ont plus la même influence que par le passé.

Et pourtant, on voit des journalistes ou des orateurs, tous d'extrême-droite, reprendre le thème du judéo-maçonnisme à la mode voici un siècle.

Le patriotisme l'emporte

La commémoration de l'affaire Dreyfus ne peut donc manquer de rappeler le rôle qu'y avait tenu la Franc-Maçonnerie, institution marquée d'une forte lecture imaginaire. Dès sa création, au début du XVIIIe siècle, elle est, sur le continent tout au moins, accusée de tramer de sombres conspirations pour déstabiliser une société traditionnelle et des pouvoirs établis. ▶

Fondation Jean-Jaurès

D'où une condamnation pontificale dès 1738. N'est-elle pas désignée comme l'inspiratrice de la Révolution française ? Il est vrai qu'elle formera une grande partie des troupes du Parti républicain tout au long du XIXe siècle, qu'on la dit à l'origine de la devise "Liberté, Egalité, Fraternité", qu'elle soutient cette IIIe République en tant que seule force politique organisée dans une France où les partis ne sont pas encore structurés.

Journalistes et orateurs d'extrême droite reprennent le thème du judéo-maçonnisme à la mode voici un siècle.

Les tendances dominantes de cette maçonnerie fortement républicaine sont le patriotisme -le vocabulaire militaire ne manque pas dans les discours- et l'anticléricalisme qui fait de l'Eglise ralliée au régime au début des années 1890, le vecteur de tous les maux de l'époque. Quand éclate l'affaire, c'est le patriotisme qui l'emporte. L'armée française ne peut pas se tromper. Et pourtant, on voit ressusciter un anti-maçonnisme virulent. Le polémiste Edouard Drumont accuse ainsi l'Ordre d'être cause d'un "état de malaise et d'anarchie". Il est vrai que le Grand-Orient de France, avec ses 17.000 membres et ses 322 loges en cette fin du XIXe siècle, vivier républicain, contribue à territorialiser la vie politique et à propager l'affaire hors de la capitale. Enfin, il forme les "cadres supérieurs" du régime, et la présence des présidents du Conseil (Brisson, Dupuy, Méline) en témoigne.

Mais plusieurs raisons rendent la Franc-Maçonnerie timorée en l'occasion : sa constitution de 1884, voulant protéger l'obédience du climat passionnel du monde extérieur, interdit toute discussion politique en loge. De plus, le Grand-Orient s'interdit toute action qui pourrait fragiliser le régime républicain et se proclame volontiers nationaliste pour lutter plus efficacement contre l'accusation qui lui est portée de "cosmopolitisme". Enfin, plus grave, même s'il n'est que marginal, un certain antisémitisme issu du racisme "scientifique" de Gobineau ou d'un anti-capitalisme socialisant, atteint quelques loges, notamment en Afrique du Nord.

Les consciences se réveillent

Il faudra donc quatre ans pour lutter contre ces blocages établis. En 1894, les premières prises de position seront individuelles et porteront surtout sur l'illégalité du procès. Ce n'est que le "J'accuse" de Zola qui réveillera les consciences maçonniques. Des loges lui apportent leur soutien, mais la maçonnerie reste divisée. Cependant, le 18 septembre 1898, le Conseil de l'Ordre du Grand-Orient, devant l'assemblée générale de l'obédience, demande la révision du procès, et cela dix jours avant que le président du Conseil, le frère Brisson, n'engage officiellement le processus de révision.

Cela permet-il de supposer un rôle direct de la maçonnerie sur la décision gouvernementale ? Cette influence est peu probable. Néanmoins, l'Ordre a compris l'importance et la force de l'opinion publique. Devant la révélation des forces hostiles à la République, il va multiplier les initiatives, créer le Comité d'action de défense républicaine, entrer en force dans la jeune Ligue des droits de l'homme, former le gros des troupes lors des manifestations républicaines.

Après avoir apporté son soutien effectif au régime depuis son établissement, elle participe de surcroît à l'élaboration de la mystique et du mythe républicains, ce qui lui vaudra sa condamnation par le régime de Vichy, autre témoignage de dangers toujours présents et de la nécessité d'une vigilance constante.

** Ancien Grand-Maître du Grand-Orient de France.*

Les dates clés de l'affaire

15 octobre 1894 :
Le capitaine Dreyfus est arrêté. Il est soupçonné par le service de renseignement français dirigé par le lieutenant-colonel Sandherr d'être l'auteur d'une lettre (connue sous le nom de bordereau) récupérée à l'ambassade d'Allemagne par une femme de ménage qui travaille pour les services secrets français et adressée à un attaché militaire, Schwartzkoppen. L'avant-veille, on lui avait demandé d'écrire pour vérifier la conformité de son écriture avec celle du bordereau. L'accusation sans preuve portée contre lui s'explique par l'antisémitisme latent de l'état-major de l'armée.

22 décembre 1894 :
Dreyfus est condamné à la déportation perpétuelle sous la foi d'un dossier secret contenant des faux, donné aux jurés et non communiqué à son défenseur, en toute illégalité. La presse est déchaînée contre lui et l'opinion, unanime à le reconnaître coupable.

Juillet 1896 :
Le colonel Picquart remplace le colonel Sandherr paralysé. Son service ayant intercepté une carte-télégramme (le petit bleu) adressée au commandant Esterhazy par Schwartzkoppen de l'ambassade allemande. Le courrier de celui-ci étant surveillé, c'est ainsi que le colonel Picquart découvre la similitude de l'écriture du bordereau du dossier secret avec celle d'Esterhazy. Il avertit ses supérieurs de l'erreur judiciaire. Il sera muté dans l'Est de la France puis en Tunisie.

2 novembre :
Alors qu'un parti dreyfusard commence à se constituer (avec Bernard Lazare et Scheurer-Kestner, vice-président du Sénat, à qui Picquart révèle indirectement son secret en 1897), le colonel Henry produit un faux, prétendument de l'ambassade d'Allemagne, accusant Dreyfus.

13 janvier 1898 :
Lettre ouverte d'Emile Zola au président de la République dans l'Aurore, le journal de Clemenceau, qui lui donne pour titre : "J'accuse". Zola est condamné, le 23 février, à un an de prison. Ce jugement est cassé mais, lors de son second procès, il est condamné à la même peine et part en exil pour Londres. Dreyfusards et anti-dreyfusards s'affrontent, la Ligue des droits de l'homme est créée le 4 juin.

8 juillet :
Le ministre de la guerre, ayant exhibé à la Chambre le faux d'Henry, le colonel Picquart propose au président du Conseil de prouver en justice qu'il s'agit d'un faux, grossier. Picquart fait onze mois de prison.

30 aout :
Le lieutenant-colonel Henry, arrêté, se suicide dans sa cellule. Le 12, Esterhazy, ayant bénéficié d'un non-lieu s'était enfui en Angleterre.

9 septembre 1899 :
Le second procès Dreyfus s'achève à Rennes sur une nouvelle condamnation à dix ans de prison "avec circonstances atténuantes". Le président Loubet, qui a succédé à Félix Faure, adversaire de la révision, gracie Dreyfus le 19 septembre.

11 mai 1902 :
Victoire du bloc des gauches aux élections législatives.

12 juillet 1906 :
Le procès de Rennes est cassé. Dreyfus, réhabilité, sera réintégré dans l'armée. Picquart deviendra ministre de la guerre sous le ministère Clemenceau.

Collection Bibliothèque Nationale de France

Socialistes : le choix de la République

Denis Lefebvre*

Au moment où éclate l'Affaire Dreyfus, les socialistes français ne sont guère troublés par le sort de cet officier juif, et ne se sentent pas davantage concernés en tant que socialistes. Une seule exception : un journaliste membre du parti de Jean Allemane, le POSR (Parti socialiste ouvrier révolutionnaire), Maurice Charnay, écrit en janvier 1895 : "Si l'on avait cherché à poursuivre en lui l'Israélite ? Si le gouvernement avait inventé un simulacre de trahison, fabriqué des pièces (...) afin de surexciter le chauvinisme ?". Jean Jaurès lui-même, en décembre, constate simplement à la Chambre -avant d'être expulsé- que si Dreyfus avait été un simple soldat, il aurait été fusillé...

L'Affaire divise profondément les socialistes. Les faits sont là, rendus précis par leurs déclarations, leurs écrits, leurs votes. Il faut attendre le 27 novembre 1897 pour que Jaurès formule des doutes sur la conduite du procès. Et ce n'est que le 10 janvier 1898 que les socialistes entrent dans la mêlée dreyfusarde, après la publication dans L'Aurore du "J'accuse" de Zola. Guesde verra dans cet article "le plus grand acte révolutionnaire de ce siècle".

D'une neutralité fâcheuse...

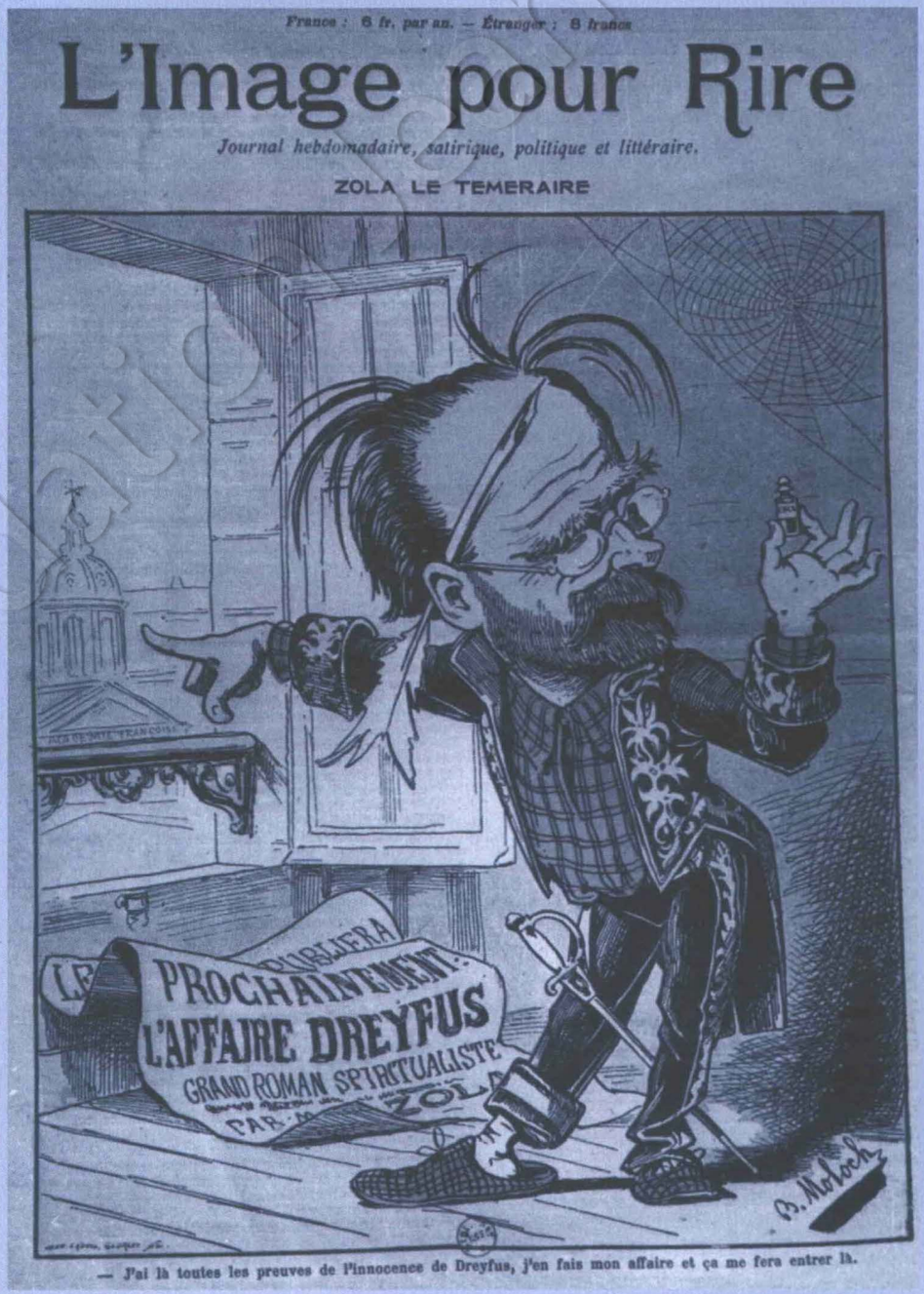
Mais, signe d'un va-et-vient révélateur, les socialistes adoptent le 19 janvier un manifeste très neutre : les prolétaires ne doivent s'engager dans aucun des clans de cette guerre civile bourgeoise. Jaurès aurait été déçu par ce texte... mais il l'a signé. Ce n'est qu'en mai, après les législatives, qu'il s'engage à fond dans le camp de la révision, à la pointe du combat, aux côtés de nombreux militants et des jeunes intellectuels socialistes, entraînés comme lui par cet éveilleur de conscience que fut Lucien Herr.

Partagées, réticentes, les "tendances" socialistes le sont également en leur sein. Pour preuve, les guesdistes du POF (Parti ouvrier français) : Jules Guesde est convaincu de l'innocence de Dreyfus, mais nombre de militants sont anti-dreyfusards, voire antisémites, ou refusent de placer avant tout les droits de l'homme, mystique qu'ils rejettent. Des articles choquants sont publiés. Le POF connaîtra des avancées et des reculs, sans doute aussi par crainte de voir cet homme isolé qu'est encore Jaurès prendre la tête du mouvement socialiste, pour l'entraîner vers le réformisme. Surtout, les guesdistes -souvent rejoints par les amis d'Edouard Vaillant- ne veulent pas suivre des dreyfusards de droite, des intellectuels bourgeois, dans ce combat qui coupe la France en deux. Pour eux, la bourgeoisie doit continuer à être prise en bloc. Dreyfus en étant issu, l'homme importe peu. Jaurès, lui, veut réhabiliter le prisonnier de l'île du Diable.

Tout n'est pas joué pour autant. Quand, en juillet 1898, le ministre de la Guerre, Cavaignac, étale à la Tribune de la Chambre ce qu'il pense être les preuves de la culpabilité de Dreyfus, à partir du fameux dossier secret, il est félicité par une écrasante majorité d'élus saluant son courage et son langage républicain. Puis la Chambre, à l'unanimité moins une poignée d'irréductibles, vote l'affichage du discours ministériel dans toute la France. Des socialistes -en majorité guesdistes- ne sont pas les derniers à apporter leur soutien au gouvernement, pensant ainsi enterrer cette affaire qui n'a que trop longtemps duré : enfin, le pays va pouvoir revenir à une lutte des classes normale. Mais le triomphe du gouvernement ne durera que le temps d'établir que le dossier secret est constitué de faux, et l'Affaire ne s'arrêtera pas.

... au ralliement républicain

L'unité des socialistes sera encore soumise à rude épreuve. En juin 1899, pour enrayer le danger nationaliste, Jaurès et ses amis -même sans être d'accord sur le fond- soutiennent un gouvernement de défense républicaine comptant en ses rangs le socialiste Millerand, mais aussi Gallifet -un des "écraseurs" de la ▶



Commune. Guesde et d'autres rejettent cette prise de position éminemment politique, sans doute pour des raisons de tactique interne, refusant ainsi d'inscrire le mouvement socialiste dans le système républicain, démarche choisie par Jaurès.
Comme l'a écrit Marcel Sembat, l'affaire Dreyfus a sans doute été le détonateur du ralliement des socialistes à cette République qu'ils n'avaient pas créée, et elle a clos une époque, celle du "mouvement d'action révolutionnaire, la simple attente de l'avènement". Après elle, le socialisme sera dans une "période d'intervention dans la vie présente (...). C'est la période d'action transformatrice".
L'Affaire Dreyfus a retardé de quelques années le processus d'unité des socialistes, mais la SFIO née en 1905 -à bien des égards une victoire de Jean Jaurès- s'inscrira dans cette logique. Il appartenait au socialisme d'achever la révolution commencée en 1789, il ne pouvait le faire que dans la République.

** Secrétaire général de l'Office universitaire de recherche socialiste.*

COLLOQUE

1894-1994, l'Affaire !

La fondation Jean Jaurès organise le mardi 22 mars à 18 heures au Sénat (salle Médicis) une soirée-conférence sur l'affaire Dreyfus.
Pierre Mauroy parlera du rôle de Jean Jaurès, Yves Jouffa de la création de la Ligue des droits de l'homme, Henri Bulawko du combat de Bernard Lazare, premier soutien de Dreyfus, Noël Copin, directeur actuel de la Croix, retracera l'évolution de son journal, refuge des antidreyfusards de l'époque.
Les débats seront animés par Daniel Leconte, directeur adjoint de l'information d'ARTE. La conclusion reviendra à Jean-Denis Bredin, auteur de deux des meilleurs livres traitant de l'Affaire.
Le nombre de places étant limité, ceux qui veulent assister à cette soirée sont priés d'adresser le plus tôt possible un chèque de 30 F (par personne) à la Fondation Jean Jaurès, 73 avenue Paul Doumer 75116 Paris.

REVUE

"Témoin" et l'Europe

Dans le premier numéro de sa revue, le Club "Témoin" rassemble des journalistes connus (Julliard, Kahn ou Jarreau), des experts reconnus (Cohen-Tanugi, Camdessus ou Todd), quelques controverses bienvenues (Elizabeth Guigou, Gallo et Bourlanges) et des quadras deloristes (Hollande, Gaillard, Ségolène Royal...). Le thème traité : "La nation contre l'Europe ?" est d'actualité.
Jacques Julliard, à travers une analyse idéologique et historique, montre les limites de l'internationalisme de la gauche politique et syndicale et pose comme enjeu "la réconciliation entre des élites saint-simoniennes et des troupes devenues protectionnistes".
Jacques Delors jette un regard rétrospectif sur le Traité et la campagne de Maastricht, sur l'Europe démocratique comme sur l'Europe sociale, et lance des propositions telles les "40.000 heures de travail sur la vie".
Patrick Jarreau commente les résultats d'un sondage sur "Maastricht, un an après". On en retiendra que l'idée européenne recule. Le Traité serait sans doute aujourd'hui rejeté, tant par les ouvriers et les jeunes de 25 à 34 ans, que par les employés et les professions libérales ou intellectuelles. Mais l'électorat socialiste reste majoritairement, et de loin, le plus européen, celui de droite y étant hostile.
Emmanuel Todd nous livre une "analyse anthropologique de l'échec socialiste". Sa thèse : depuis la Révolution s'affrontent deux France : une France centrale au tempérament individualiste et égalitaire ; une France périphérique au tempérament holiste -privilégiant le groupe sur l'individu- et hiérarchisant. Peu à peu, le PS a couvert "l'ensemble de l'hexagone : il a progressé sur la périphérie par l'absorption de l'électorat catholique, et dans le bassin parisien par digestion de l'électorat communiste". Mais du discours socialiste semble avoir disparu le principe d'égalité auquel étaient attachées les populations de gauche du bassin parisien. Et le référendum de Maastricht fait réapparaître l'opposition des deux espaces : le "oui" l'emporte dans une France périphérique, le "non" dans l'espace central. Le PS n'est plus en phase avec sa base traditionnelle, sans fidéliser pour autant ces nouvelles couches conquises. Cette clé explicative ne manque pas d'intérêt même si sa validité supposerait que le PS ait mieux résisté, lors des législatives, dans la France "périphérique"... Ce qui n'est pas le cas.
Et puis, il y a l'article de Max Gallo pour qui il n'y a qu'une référence historique qui vaille : 1940, et qu'une alternative : "la soumission ou la résistance". D'où la nécessité de "solutions neuves" et donc de nouvelles alliances : celles de "la droite républicaine et populiste" et de la "gauche républicaine". Le propos a, au moins, le mérite de la clarté. Max Gallo évoque, avec gourmandise, les "néo-gaullistes". Il n'ose pas - pas encore ?- le concept de néo-socialiste...

Gilles Finchelstein

Témoin 1, Balland, décembre 1993, 251 p.

HISTOIRE

Flora Tristan

Fille d'un riche Péruvien marié religieusement en Espagne à une Française, Flora Tristan (1) naît à Paris le 7 avril 1803. La mort de son père précipite les deux femmes dans la misère. Le mariage n'ayant pas valeur juridique, elles ne sont considérées ni comme épouse, ni comme fille légitimes.
Flora travaille comme ouvrière dans un atelier parisien de gravure et épouse sans amour, à dix-huit ans, son patron. Le droit au divorce étant aboli, elle se sépare de son mari et décide de devenir "une paria".
Domestique, dame de compagnie, ses gages financent la pension de ses trois enfants -son petit-fils sera le peintre Paul Gauguin- et l'achat de livres. "Défense des droits des femmes", l'œuvre de Mary Wollstonecraft, l'influence.
En 1833, elle part au Pérou pour revendiquer son héritage, en vain, mais elle rapportera de son voyage un premier livre : "Pérégrinations d'une paria". Comme Victor Schoelcher dont elle est proche, elle condamne l'esclavage, l'extermination des Indiens, et reconnaît aux opprimés le droit légitime à la libération. Ce récit parle aussi de son dégoût d'une société asservissant la femme. Suit un essai : "Nécessité de faire un bon accueil aux femmes étrangères".
Elle entre en relation avec Fourier, s'exprime sur l'art auquel elle donne une dimension économique et culturelle, signe des pétitions pour la libération de détenus politiques et réclame le rétablissement du divorce.
Blessée d'un coup de feu par son époux en 1838, elle part à Londres en 1839.
D'élogieuses critiques saluent ses "Promenades dans Londres, ou l'aristocratie et les prolétaires anglais". Seule lumière à ce sombre tableau de la société industrielle anglaise : la solidarité qu'elle a observée chez les juifs anglais, qui compense son aversion pour la charité des riches envers les pauvres.
En 1843, dans "l'Union ouvrière", l'un des premiers témoignages en faveur de la solidarité internationale de la classe ouvrière, elle développe l'idée que c'est à celle-ci qu'incombe la tâche historique d'émanciper les femmes. Partie diffuser ses idées dans un tour de France, sa santé se détériore et elle meurt d'épuisement le 14 novembre 1844 à Bordeaux.
Mais son message restera : les femmes prennent conscience de leur égalité avec les hommes et de leur solidarité.

Claudine Guittonneau

(1) Lire "Flora Tristan, La révolte d'un Paria", Gerhard Leo, Les Editions de l'Atelier, 208 p., 130 F.

POLITIQUE DE LA VILLE

Le désengagement de Balladur

Beaucoup de promesses. Aucune amélioration. Pour le gouvernement actuel, la solution pour répondre à la crise des banlieues est la relégation. Le point avec Laurence Rossignol, responsable nationale au PS de la politique de la ville.

Comment est née la politique de la ville ?

Laurence Rossignol : D'abord d'une demande de ceux qui encaissent tout à la fois, le chômage, la dégradation des cités, la montée de l'extrême droite et le fait qu'on les désignait, eux et l'espace urbain dans lequel ils vivent, comme la cause de tous les maux. La politique de la ville est née de la révolte des banlieues et des jeunes, révolte parfois violente, parfois patiente. C'est le produit d'une prise de conscience, d'un long mouvement qui marque les années 80 et qui part des Minguettes, passe par la marche des beurs et les concerts des potes pour déboucher sur la création d'un vrai ministère sous l'impulsion de François Mitterrand et de Michel Rocard. La politique de la ville n'est pas un gadget mais une victoire, un acquis politique ; la reconnaissance de ces quartiers, de ceux qui y vivent, de leur droit de cité dans la collectivité.

Quels en étaient les objectifs ?

D'abord, la reconnaissance et la dignité par la volonté de mettre en place une plus grande solidarité nationale grâce à la redistribution entre les communes riches et les communes pauvres et par une volonté de l'Etat de ne pas laisser la crise faire le tri entre ceux qui auront un avenir et ceux qui n'en auront pas. C'est aussi le soutien public à ceux qui se battent pour lutter dans leurs quartiers contre l'isolement, le chômage, l'échec scolaire, la délinquance, avec des associations qui retissent le tissu social disparu.

Où en étions-nous ?

En mars 1993, nous en étions à l'étape du premier bilan et du second souffle. La multiplication des dispositifs expérimentaux sur les quartiers avait débouché sur des incohérences : les services publics de base ont disparu dans certains endroits laissant aux habitants le sentiment qu'à la présence essentielle et permanente de l'Etat étaient substituées des actions ciblées et ponctuelles.

Après la reconnaissance sociale des villes, l'étape suivante est la reconnaissance économique et politique. Le développement des villes a généré des besoins nouveaux qui n'ont pas tous été identifiés et satisfaits à temps. Certains ont fait l'objet d'un véritable effort, c'est la politique des ZEP ou de la prévention de la délinquance ; d'autres sont à défricher, ils touchent aussi bien au nettoyage, à la sécurité, à l'environnement et à l'aménagement urbain qu'à la culture, au sport et à l'animation ou encore à tous les services aux personnes à la lisière du social. Les banlieues ont besoin d'emplois pour les chômeurs qui y vivent et de services pour les irriguer. Mais ça ne peut pas être des petits boulots. Dans un pays où il y a deux millions d'étudiants, il faut donner comme perspective aux jeunes des emplois durables, qualifiés et reconnus, de vrais emplois de responsabilité sociale. D'ailleurs, on se demande pourquoi certains besoins de la collectivité devraient être assurés par des gens qualifiés et d'autres, sous prétexte qu'ils touchent les banlieues, être laissés à des gens qu'il faut seulement occuper pour les empêcher de faire des bêtises. C'est contraire à l'égalité d'accès au service public.

Les conseils consultatifs marchent mal. Pour la reconnnaissance politique, il faut mettre en place de vraies mairies de quartiers, comme les mairies d'arrondissements de Paris-Lyon-Marseille, dans de nombreuses villes afin que les habitants puissent maîtriser les choix qui les concernent. Il est clair que la question du droit de vote des immigrés aux élections locales, dans ce cadre, prendra une tout autre dimension.

Qu'a fait la droite depuis son arrivée au pouvoir ?

Elle fait l'inverse et liquide l'expérience déjà acquise. Le rattachement de la ville au ministère des Affaires sociales a brisé l'ambition. Il n'y a plus de projet de développement mais seulement une politique d'aide sociale pour les "pauvres". Il n'y a plus d'impulsion de la priorité ville dans tous les ministères. Les crédits consacrés à la politique de la ville diminuent. La part de l'Etat dans les contrats de ville ne suffit plus pour que les communes s'engagent. On vend sous le label "politique de la ville" des opérations qui n'ont rien à voir avec les quartiers. Mais tout cela s'inscrit dans un projet politique. L'aménagement du territoire vu par Pasqua et la majorité sénatoriale n'est tourné que vers le rural-urbain. Pour les banlieues, c'est un peu de charité pour les pauvres, des flics pour les jeunes, les bulldozers pour les cités et la relégation pour les habitants.

Propos recueillis par Chrystie Lipani



Il faut un projet de développement et non une aide sociale pour les "pauvres".

Fonds Jean Jaurès

Bosnie, Proche-Orient, Afrique du Sud, dans ces trois conflits douloureux, la paix et la guerre sont en balance quotidienne. A l'espoir d'un jour succède l'angoisse ou l'horreur du lendemain. Le répit accordé à Sarajevo après le massacre du marché n'a pas encore mis fin aux combats en Bosnie. A Hebron, la difficile marche vers la paix a été stoppée par l'acte abominable d'un fanatique. En Afrique du Sud, les extrémistes menacent toujours de plonger le pays dans un bain de sang. Pourquoi l'homme est-il souvent si rétif à la paix et s'acharne-t-il à la détruire ? Construire est, il est vrai, plus ardu. Se décourager, en tout cas, donnerait raison aux plus fanatiques.

FACE À LA POURSUITE DES BOMBARDE

Les Occident leur fermeté

Pour la première fois, l'OTAN est intervenue, le 28 février, contre quatre avions serbes violant la zone d'exclusion aérienne définie par l'ONU. Un signe de la détermination des Occidentaux d'appliquer leurs décisions.



Fondation Jean Jaurès

MENTS SERBES EN BOSNIE

aux manifestent

Le résultat le plus clair de l'ultimatum de l'OTAN du 9 février est que les obus ne tombent plus sur Sarajevo où le cessez-le-feu, malgré quelques incidents inquiétants, est globalement respecté. Mais des armes lourdes serbes restent hors du contrôle de la FORPRONU dans le périmètre de 20 km autour de la ville dont le siège continue, la guerre redouble d'intensité en Bosnie du nord et l'acheminement de l'aide humanitaire rencontre toujours les mêmes obstacles.

Malgré tout cela, la situation a changé en Bosnie-Herzégovine. La destruction en vol de quatre appareils serbes par des avions américains de l'OTAN, si elle n'est pas la conséquence directe de l'ultimatum, puisqu'elle est intervenue en application de la résolution 816 du Conseil de sécurité d'avril 1993, n'en marque pas moins une détermination nouvelle des Occidentaux à faire exécuter les engagements de l'ONU. L'entrée en scène des Russes et des Américains modifie en même temps les données pratiques et diplomatiques du problème.

Les Russes, après avoir permis aux Serbes de Pale de reculer sur des airs de victoire, ne cachent pas leurs intentions. Forts de leur "traditionnelle amitié avec les Serbes" (lieu commun qui mériterait une analyse), ils revendiquent le droit de se mêler, eux aussi, des affaires de l'ex-Yougoslavie. Chassés par Tito, ils reviennent pour soutenir Milosevic et l'ultranationalisme serbe, mais avec la prudence nécessaire, comme l'indique leur approbation implicite de l'opération aérienne de l'OTAN contre leurs amis pris en faute. L'offensive de Boris Eltsine pour qu'une conférence internationale entérine immédiatement le découpage de la Bosnie a provisoirement échoué, mais elle a montré le but de la diplomatie de Moscou.



Les Américains ont accepté de s'engager dans la recherche d'un règlement de paix. Doutant de la viabilité de l'Etat musulman prévu par le plan Owen-Stoltenberg repris par l'Union européenne, ils tentent une autre approche du problème en poussant les Croates et les dirigeants de Sarajevo à s'entendre sur une entité bosniaque, fédérale ou confédérale, elle-même liée politiquement et économiquement à la Croatie.

Le gouvernement de Zagreb, soumis à de fortes pressions internationales et intérieures, pourrait accepter ce type de solution qui l'aiderait à se tirer d'une situation difficile en Bosnie centrale tout en préservant les chances de la Croatie de dominer la moitié de la Bosnie-Herzégovine dévolue aux "Croato-musulmans". Il lui faudrait auparavant vaincre la résistance des extrémistes d'Herzégovine qui ont rompu, à Mostar, le dernier cessez-le-feu croato-bosniaque.

Le gouvernement de Sarajevo a ses propres raisons d'envisager un accord de ce genre qui permettrait l'instauration d'un pouvoir bosniaque sur un territoire géographiquement homogène et d'un accès facile à la mer. Mais, quelles que soient les vues d'Alija Izetbegovic et de ses partisans, il est improbable que les Bosniaques, notamment leurs forces armées, acceptent la perte définitive de la moitié, ou plus, de leur pays. Car c'est à cela qu'aboutirait le plan américain s'il excluait de la fédération bosniaque projetée les populations et les territoires actuellement sous le contrôle de l'armée serbe de Bosnie. Ce projet s'accorderait au contraire parfaitement avec la politique russe d'appui à Milosevic et Karadzic. Il ne s'agirait alors plus seulement de grande Serbie mais de coupure des Balkans et d'établissement d'une zone d'influence russe jusqu'à une ligne jamais atteinte par les tsars.

La diplomatie française, qui a donné son accord à la démarche américaine, oriente son action spécifique vers la levée du siège de Sarajevo et la mise de la ville sous administration de l'ONU. Là aussi, le danger existe que sous couvert de protection de la cité, symbole de la tragédie bosniaque, on entérine sa partition entre quartiers serbes et bosniaques et qu'on érige entre eux un mur de Sarajevo.

Maurice Lazar

Coll. Fondation Jean Jaurès

PROCHE-ORIENT

La paix dans le sang et les larmes



L'abominable tuerie d'Hebron ne devrait pas compromettre le processus de paix au Proche-Orient. Mais elle le complique et le dramatise.

On redoutait un tel acte, tant les fanatiques des deux camps opposés à la paix étaient prêts à tout pour la saboter. Le 25 février, à l'aube, c'est un colon extrémiste juif, appartenant au mouvement raciste Kach, Baruch Goldstein, qui a perpétré, à la mosquée d'Abraham d'Hebron, le massacre le plus meurtrier depuis 1967, tuant cinquante-deux Palestiniens et en blessant près de deux cents. A-t-il agi seul, comme l'affirme un rapport de Tsahal, et quel a été le rôle exact de l'armée ? C'est ce que devra déterminer la commission d'enquête, dite commission Shamgar, instituée par le gouvernement israélien et composée de cinq civils nommés par le président de la Cour suprême. Pour le président de l'Etat israélien, Ezer Weizmar, qui a rencontré à Hebron les élus municipaux palestiniens et des colons dans un quartier juif limitrophe de l'implantation de Kyriat Arba, il s'agit de "l'acte le plus tragique de l'histoire du sionisme." Dénoncé avec force par les responsables israéliens et l'ensemble de la communauté internationale, il a enflammé pendant plusieurs jours les territoires occupés, mais aussi certaines parties d'Israël même, où les affrontements violents entre l'armée et les Palestiniens ont ajouté d'autres morts et d'autres blessés aux morts et aux blessés d'Hebron.

Le choix du moment de ce massacre n'est pas le fait du hasard. Il survient en effet alors qu'un accord global sur les modalités de l'autonomie et notamment sur le retrait de l'armée israélienne de Gaza et Jericho allait être conclu. Après cinq mois d'âpres négociations, la lenteur commençait à jeter le discrédit sur le processus engagé le 13 septembre 1993 mais la paix avançait. Si tout n'est pas à refaire, un grave coup vient de lui être porté. Espérons qu'il ne soit pas fatal. On voit mal, cependant, quelle autre voie pourraient emprunter aujourd'hui ceux qui, il y a six mois, ont eu le courage de surmonter des années de haine et de violence pour tenter de trouver enfin les solutions pour vivre ensemble. Peuvent-ils raisonnablement perdre l'acquis de tant d'efforts et accepter que l'emportent les opposants des deux bords, porteurs de sang et de mort auxquels cette tuerie a redonné de la vigueur ? Paradoxalement, cet acte odieux pourrait servir la paix, même s'il la retarde et s'il complique fortement les moyens d'y parvenir et en change le contenu.

Ainsi, Ytzhak Rabin a appuyé la proposition de Bill Clinton de reprendre les négociations le plus vite possible à Washington. Yasser Arafat y pose des conditions préalables, notamment le désarmement de tous les colons et une protection internationale par une force armée des Palestiniens dans les territoires occupés. Sur ce dernier point, le Premier ministre israélien, en accord avec les Etats-Unis, a accepté une présence internationale civile à Gaza et Jericho. Il s'agit d'une première dans l'histoire d'Israël qui nourrit depuis toujours une méfiance à l'égard de l'ONU qui planche actuellement sur un projet de résolution. Par ailleurs, le Premier ministre israélien, qui s'est déclaré "horrifié" par ce qui s'est passé, est conscient de la nécessité de mettre un terme dans son pays à l'action des "organisations qui soutiennent la terreur, la violence, l'assassinat", et qui, comme devait le dénoncer Shimon Peres, "mettent en péril l'avenir d'Israël." La décision de mettre tous les groupes terroristes hors-la-loi est, aux yeux du ministre des Affaires étrangères, la plus importante adoptée par le gouvernement. Celui-ci a également décidé le désarmement des colons les plus dangereux et le placement en détention administrative des plus fanatiques. Ces derniers, regroupés dans le mouvement Kach, fondé en 1971 et qui compte quelques centaines de militants, pour la plupart résidents de Kyriat Arba et de la vieille ville de Hebron, sont passés dans la clandestinité après l'annonce de ces mesures. Autre décision : la libération de 800 à 1.000 détenus palestiniens.

Jugées insuffisantes par Yasser Arafat et l'OLP, ces mesures n'en marquent pas moins un tournant pour le gouvernement travailliste, qui va devoir affronter la question du maintien des implantations juives dans les territoires occupés (fortement encouragées depuis 1980 par les gouvernements de droite). Amorcé par Shimon Peres il y a peu, le débat a rebondi à la suite du massacre d'Hebron, même si tous les colons (120.000 environ) ne se reconnaissent pas dans les positions extrémistes de certains. Plusieurs ministres ont demandé l'évacuation des cinq cents colons juifs d'Hebron. Complication supplémentaire, Yasser Arafat souhaite que la question des implantations juives soit inscrite à l'ordre du jour des futures négociations. Israël préférant l'aborder seulement lors de la discussion sur le statut définitif des territoires occupés. Par solidarité, la Syrie, la Jordanie et le Liban ont suspendu provisoirement leurs discussions bilatérales avec Israël, la Syrie prenant le soin de préciser qu'il ne s'agissait nullement de la fin du processus de paix. Face à ces difficultés, Ytzhak Rabin a, le 28 février, exhorté les Palestiniens, "malgré le sang et les larmes, à reprendre place autour de la table des négociations..., pour vivre enfin comme tous les peuples." La voie est étroite, mais plus que jamais aujourd'hui, elle reste la seule.

Ghislaine Toutain

Collection Beit Jalouta

Défense : un livre à blanc

Le "Livre blanc sur la Défense", qui doit servir de base à une future loi de programmation militaire, vient d'être publié. Ceux qui espéraient un revirement de doctrine, notamment sur la dissuasion nucléaire, en seront pour leurs frais.

Ce document intègre les récents bouleversements stratégiques. L'analyse internationale qui ouvre le "Livre blanc" tient compte de la disparition de l'ex-ennemi soviétique et de la diversité des nouvelles menaces. C'est certainement cette partie qui vieillira le moins vite. Si le "Livre blanc" relève de la seule responsabilité gouvernementale (les parlementaires de toutes tendances se sont d'ailleurs plaints de n'y avoir pas été associés) il ne contient rien qui puisse paraître contrevenir aux orientations définies par le président de la République. Pas plus qu'entre 1986 et 1988, un Premier ministre de cohabitation ne peut s'opposer dans ce domaine au chef de l'Etat, chef des armées, surtout s'il brigue pour lui-même la charge suprême.

Dès lors, on peut s'interroger sur la nécessité de rédiger un "Livre blanc" à un peu plus d'un an de l'échéance présidentielle. Et on peut s'attendre à ce que le débat stratégique qui semble clos entre le président et le gouvernement n'oppose désormais ce dernier à sa propre majorité.

Une grande partie de cette dernière n'a en effet pas digéré que, pour ce qui est du nucléaire, les choix présidentiels ne soient pas contestés. Il n'est en effet pas question de reprendre les essais atomiques, au grand dam du RPR. Au contraire, il est prévu, dans le cadre de la lutte contre la prolifération nucléaire, que la France envisage favorablement l'élaboration d'un traité d'interdiction totale des essais nucléaires à condition qu'il soit universel et vérifiable, et qu'il ne soit pas contraire au maintien de la dissuasion.

Pas question, comme le souhaitent certains, d'abandonner le concept de dissuasion nucléaire pour se doter d'armes atomiques de combat.

Selon le "Livre blanc", la force nucléaire conserve deux fonctions : causer des dommages inacceptables à un agresseur éventuel et permettre une frappe limitée en vue de l'ultime avertissement. On reste donc dans un cadre où les armes nucléaires ont pour but d'empêcher les guerres, pas de les gagner. "Toute confusion entre dissuasion et emploi est rejetée" est-il indiqué pour que les choses soient claires. Une distinction est d'ailleurs opérée de façon nette entre les armes conventionnelles appelées à jouer dans certains cas un rôle stratégique propre pour les missions extérieures de prévention et de règlement des crises, et les armes nucléaires. A l'égard de l'Alliance atlantique il est indiqué que les principes posés en 1966 lors de la sortie des organes militaires intégrés continueront de guider nos relations avec l'OTAN. Mais cette constance n'empêche pas la France de participer activement à la définition des grandes orientations de la rénovation de l'Alliance.

Là encore, on reste, dans le "Livre blanc", à ce qui se pratique depuis quelques années sans aller jusqu'à la réintégration réclamée par certains. Le principe du service national est réaffirmé, ainsi que celui de son universalité, mais une professionnalisation accrue des armées (notamment pour les interventions extérieures) est prévue. La priorité est accordée à la construction européenne y compris en matière de défense.



Le "Livre blanc" définit six scénarios d'emploi des forces : conflit régional ne remettant pas en question nos intérêts vitaux, conflit régional mettant en cause nos intérêts vitaux, atteinte à l'intégrité du territoire hors métropole, mise en œuvre des accords de défense bilatéraux, opération en faveur de la paix et du droit international, résurgence d'une menace majeure contre l'Europe occidentale. Conçu pour le Premier ministre comme le moyen de s'imposer dans un domaine présidentiel, le "Livre blanc" risque d'avoir un effet boomerang. Il va en effet être utilisé par ses propres "amis" de la majorité contre lui. De plus, il sera très difficile de traduire budgétairement les ambitions stratégiques du "Livre blanc", d'où le risque d'un grand écart entre objectifs et moyens.

Pascal Boniface

EN BREF

• En Algérie, les forces de l'ordre ont abattu, le 26 février, le chef du groupement islamique armé (GIA) responsable notamment de l'enlèvement de trois agents consulaires français par l'intermédiaire desquels il avait lancé son ultimatum contre les étrangers. Dans un communiqué, le GIA déclare : "ne pas fléchir face à ceux qui ont vendu leurs conscience à l'Est et à l'Ouest, au congrès américain et à l'Elysée." Dans le même temps, l'escalade de la terreur et de l'obscurantisme se poursuit. Après le meurtre d'une directrice d'école le 28 février -portant à vingt-quatre les enseignants tués en quatorze mois- c'est un journaliste de la télévision algérienne -le huitième- qui a été assassiné à Alger le lendemain.

• En Afrique du Sud, malgré les concessions faites par l'ANC et le gouvernement aux opposants au processus électoral, la tension reste forte (60.000 Blancs se disent prêts à lutter pour un territoire séparé) et les menaces de boycott demeurent. Tout report des élections est pour le moment exclu. Dans un vibrant discours, dimanche 27 février, Nelson Mandela a supplié "à genoux", "ceux qui veulent entraîner le pays dans un bain de sang, de ne pas le faire." Ici aussi, la paix se heurte à des résistances d'un autre âge.

• UE : la Finlande, la Suède et l'Autriche ont conclu un accord sur les conditions de leur adhésion. Les négociations se poursuivent avec la Norvège.

La Ville de Saint-Priest

42.000 habitants - Région lyonnaise

recrute

deux cadres A - contractuels

• Un(e) assistant de direction pour le centre culturel

Missions :
- organiser et coordonner le travail de l'équipe du secrétariat,
- gérer les dossiers de spectacles et manifestations,
- élaborer et gérer des actions de communication,
- participer à la mise en place d'actions décentralisées.

Conditions :
- formation minimum bac + 3,
- expérience à un poste similaire,
- bon niveau de culture générale dans les domaines littéraire et artistique.

11.000 F brut mensuel environ + prime de fin d'année.

• Un professionnel de la restauration collective

Missions :
- gérer et développer l'appareil de production et de distribution des repas,
- développer une politique de qualité,
- adapter la restauration aux besoins des différents usagers.

Conditions :
- formation minimum bac + 3,
- expérience indispensable dans le domaine de la restauration.

13.500 F brut mensuel environ + prime de fin d'année.

Adresser lettre, CV et photocopie des diplômes **avant le 31 mars 1994** *à Monsieur le Maire - BP 330 - 69801 Saint-Priest.*

Centre Communal d'Action Sociale de Saint-Dizier

36.000 habitants
A 200 km de Paris
Proximité forêt - lac
Sports nautiques

recrute

Un adjoint à la direction

Mission : seconder ou suppléer la directrice dans la gestion administrative et financière des services.

Profil : fonctionnaire cadre A ou cadre financier avec expérience dans le secteur public ou privé, capacité de management, connaissances informatiques, qualités rédactionnelles.

Avantages : 35 heures, 13e mois, prime de vacances, poste évolutif.

Adressez votre dossier de candidature et photo au Vice-Président du CCAS 31, avenue de la Répubique 52100 Saint-Dizier.

Ville moyenne en région Auvergne

recrute

Directeur(trice) de cabinet

Missions :
- suivi affaires courantes et dossiers cabinet,
- chargé(e) du service communication.

Profil :
- niveau études supérieures,
- expérience professionnelle similaire souhaitée.

Poste à pourvoir immédiatement par voie contractuelle.

Adresser candidature et CV à "Vendredi" qui transmettra (réf. 21901).

QUEVEN

Commune de Quéven

Morbihan - 9.000 habitants

recherche

Un attaché pour exercer les fonctions de chef des services administratifs

Collaborateur direct du Secrétaire Général, chargé de la conduite des services administratifs.

Profil :
- expérience communale,
- maîtrise des finances communales,
- aptitude à l'encadrement.

Conditions statutaires + prime annuelle + régime indemnitaire.

Poste à pourvoir très rapidement.

Adresser lettre manuscrite, CV détaillé et photo, **avant le 18 mars 1994** *à Madame le Secrétaire Général Mairie de Quéven - Place Pierre Quinio - 56530 Quéven*

Contact : (16) 97 05 03 67 (Mme le Chef du personnel).

La Ville de Carmaux

Tarn - 11.000 habitants

recherche pour sa Halte-Garderie par voie de mutation ou de détachement

Educateur de jeunes enfants (H/F)

Diplôme exigé.

Adresser candidature et CV à Monsieur le Maire Hôtel de Ville - 81400 Carmaux.

Vous recrutez

PASSEZ VOS ANNONCES DANS "VENDREDI"

☎ 45 56 78 57

Ville de Dourdan

Essonne
9.050 habitants

recrute

Rédacteur pour le service Enfance Jeunesse Sports

Missions :
- encadrement du service,
- gestion du centre de loisirs et du service jeunesse,
- gestion des activités sportives et équipements,
- gestion budgétaire et administrative du service.

Profil :
- expérience en matière d'animation,
- formation administrative,
- sens du travail en équipe.

Conditions statutaires.

Poste à pourvoir au 1er avril 1994.

Adresser candidature et CV à M. le Maire Esplanade Jean Moulin 91410 Dourdan.

OFFRE EXCEPTIONNELLE 120 F les 2 passages

PASSEZ VOS PETITES ANNONCES DANS "VENDREDI"

Adressez votre annonce accompagnée de votre chèque libellé à l'ordre de "Vendredi" à :
"Vendredi" Annonces
10 rue de Solferino, 75007 Paris
☎ (1) 45 56 78 57 / 78 56
Fax : (1) 45 51 47 03

EMPLOI

Urgent. Attaché parlementaire, cycle per. ENA, form. éco. sociale, exp. coll. locales, dévelop. éco-soc-cult., ch. poste Bretagne-Ouest.
(16) 96 70 34 49

Urgent. H 39 ans, ch. poste rédacteur territorial. Disponibilité, qualités rédactionnelles, sens organisation et communication. (1) 34 70 99 95

JH, 29 ans. Sc. Po. et maîtrise Droit pub., 3 ans exp. profess. chargé d'études fonctions variées. Etudie ttes propositions. (1) 45 77 53 23

H 35 ans ch. poste chauffeur-livreur ou manutentionnaire. Aix-en-Provence ou env.
(16) 42 51 41 60

Une soirée imprévue, une sortie... Nounou agréée, dans grand pavillon (91), garde votre bambin pour la soirée, de 19h à 23h ou plus.
Monik au (1) 69 49 35 27

Secrétaire de direction polyvalente, sens des resp. TTX, PAO, Mac. Etudie ttes propositions.
(1) 42 70 43 72

JF, dynamique et méthodique, ch. emploi en secrétariat polyvalent. Bonne connaissance de l'outil informatique, word 4 et 5, et bonne exp. prof. (aérospatiale). Frappe de notices techniques en anglais, allemand et espagnol. Lieu de travail souhaité : Lyon ou Toulouse. Libre de suite. (16) 62 12 44 72

JF 34 ans, diplômée de l'Institut Français de Presse + DESS droit internat., 8 ans exp., cherche poste communication ds entreprise, association ou coll. locale. RP ou province.
(1) 42 71 44 08

RECEPTIONS

Vous recherchez un magicien pour l'anniversaire de votre enfant ? Alain Visible se déplace. Paris, banlieue, province.
(1) 43 42 29 36

DIVERS

Vends clavier électronique Yamaha Porta Sound PSS 470 + synthé. Prix à débattre.
(1) 34 68 80 52 (ap. 19h)

Particulier céderai à fan Luis Mariano lot de tenues de scène. Certif. à l'appui.
(1) 43 42 29 36 (ap. 20h)

Vends ancienne mach. à coudre Singer pr collectionneur. Prix : 5.000 F.
(1) 43 42 29 36 (ap. 20h)

Particulier vends vélo-moteur de collection (1949) en état de marche. Moteur à l'arrière, VAP d'origine. Sacrifié : 8.000 F.
(1) 43 42 29 36 (ap. 20h)

SOF FUTONS. Meilleure qualité au meilleur prix. Comparez avant d'acheter ! Promo futon 140 CM : 1.250 F. 38, bd Richard Lenoir, 11ème.
(1) 49 23 42 02

Recherche machine à écrire électrique, peu bruyante, d'utilisation facile. (1) 46 06 40 32

Particulier vd réfrigérateur avec compartiment congélateur. 900 F.
(1) 43 74 95 96

Cessant activité, vends synthé. Workstation Midi Hohner. Arrangeur, harmoniseur et séquenceur inclus. Idéal pour bals avec son autonomie orchestrale. (1) 39 62 74 58

IMMOBILIER

Je loue

Pernety, studio, 3ème sur cour, clair, calme. 2.800 F. Henri IV studette 5ème, calme. 2.800 F. LTI (1) 46 34 12 12

Loue local (18e arr. Paris) pour réunions de copropriété, répétitions théâtrales ou musicales, etc. (1) 42 55 61 61

Courbevoie. Loue 4/5 pièces, 5ème ascenseur, séjour double, grande cuisine, 3 chambres, bains et cab. toilette WC, cave, parking. (1) 47 68 85 96

Je vends

Montrouge. Ptaire vend studios, loft 2 et 3 P. à partir de 250.000 F.
(1) 47 35 65 52

Alfortville, vue dégagée, 2 pièces + balcon. 445.000 F.
Ptaire : (1) 43 78 47 47

Viager occ. 2 T, 71 ans. Grd pav. 200 m2, terrain 980 m2, 60 kms RN1 Paris. Bouquet + rente à déb. + donne terrain avec abri pr WE, 2 000m2, 30 kms Paris. (16) 44 08 93 79

Part. vds, 50 kms sud Toulouse, maison parf. état, 7 pièces. Chauffage central gaz, + dépends. Terrain 1800 m2. 650.000 F.
(16) 61 98 50 81 (HR)

Narbonne,Plage. Vends T2 meublé éq. 4 P, état except. SH 28m2, terr. 6m2, parking privé, vue mer, plage 100 m, CV 200 m.
Prix : 250.000 F.
(16) 66 50 24 49 (HR)

Espagne, Baie de Rosas. Vends très bel appart. F3. Terrasse, vue sur mer. Plage à 300 m.
Prix sacrifié : 320.000 F.
(16) 53 09 49 67 (heures repas)



Périgord vert, ds vil. vends pl. maisons après succ., pos. com. Terrains dépend. prix intéressant. (16) 53 53 27 64

Je cherche

Ch. appart 3/4 pièces ds 10, 11 et 12e arr. Surface mini : 70 m2. De préf. duplex
Prix maxi : 6.000 F.
(1) 43 07 11 20 (rép.)

Cherche F1-F2 meublé Chartres ou environs. Prix modéré. (16) 38 52 95 16 ou (16) 98 97 12 58 (20h)

Jeunes gens ch. cave ou local Paris pr répétitions groupe musical.
(1) 45 51 28 37 (le soir)

AUTOS MOTOS

Vds moto Kawasaki 600 ZZR (1992). Très bon état. 14.000 km. Kit chaîne neuf, couleur noire. Prix : 35.000 F.
(1) 48 04 02 00 (M. Vidal)

Vds DS Super 1971, couleur vert d'eau. 95.000 km. Bon état sauf pot à refaire. Prix : 9.000 F.
(1) 48 04 02 00 (M. Vidal)

Recherche Citroën 2 CV 6 Spécial en très bon état avec compteur d'origine, peu de kms.
(16) 65 36 95 17 (matin, soirée)

VACANCES

Loue maison 15/7 au 25/8. T 6, 2 VEH, jardin, confort. Maroc, Rabat. Coût : 6.000 F. Possib. 2 fam. (16) 98 46 36 69 pr ts rens.

Vallée de la Cèze, région Uzès : loc. de maisons, villas et appart. de qualité, avec et sans piscine, à la campagne et au village. Soleil-sur-Cèze. Tél. : (16) 66 82 31 18 / fax : (16) 66 82 31 19

Côtes d'Armor, Bretagne. Loue toute l'année un gîte à partir de 1.000 F la semaine. (16) 96 62 72 15 / 3615 ARMOR

Megève. Hte-Savoie. Loue ds résid. luxe studios et appart.. Vac. scolaires février : 2.000 F/ semaine. Autres dates : 1.500 F.
(16) 93 61 74 71

Risoul, Htes-Alpes du sud, 1850 m. A louer studio cab. 4 pers., tt équipé, au cœur des pistes et com. Anim. été-hiver. (16) 44 02 00 22 / (16) 44 05 24 71

Var, entre mer et Verdon, loue ttes saisons maison de village. Tt confort. Ds rue sans voitures. Pour 6 persos. (16) 94 76 62 31

Auvergne (contreforts Sancy). Loue à la semaine, de juin à septembre, petite maison, tt confort + jardin. Village sympa.
(16) 73 71 40 23 (ap. 18h)

Portugal. 50 kms de Lisbonne. Loue maisons de particuliers dans village de pêcheurs typique. Bord de mer.
(16) 53 40 92 00

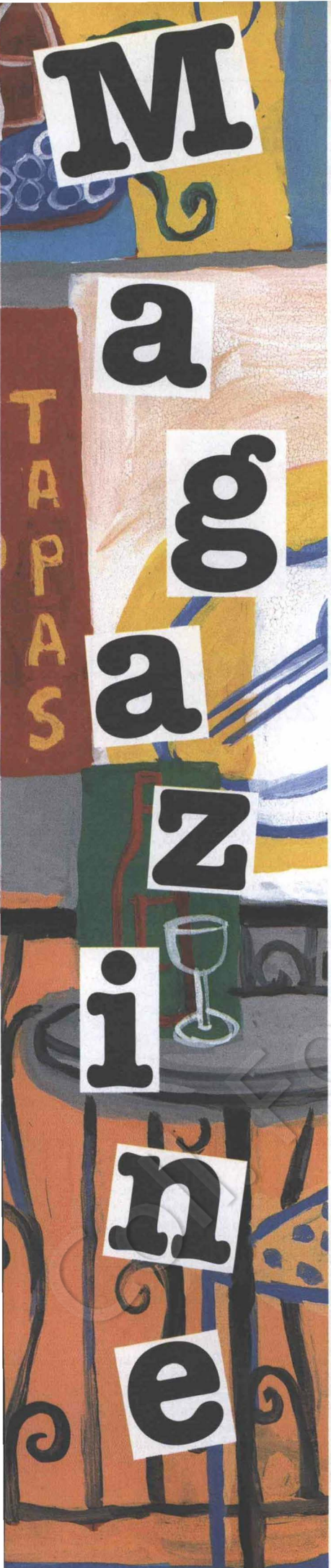
Côte d'Azur. Particulier loue caravane dans propriété privée. Juin, juillet, août, sept. Ttes commodités, plages 1,5 km.
(16) 94 07 43 12

ANIMAUX

Beau chat noir, 3 ans, ch. pension accueillante et pas chère pr vacances. Région fouesnantaise (Finistère). (16) 98 54 65 64

Terre-Neuve du Moulin de la Ruisseliée. Chiots tat., vacc., lof., issus de champions géniteurs. Exempt de dysplasie.
(16) 99 06 81 72 (ap. 19h)

Fonds documentaires



8 mars : journée des femmes

On les appelle "les grandes dames de la chanson".

■ Voix somptueuse, beauté étrange, airs d'autres âges et d'autres cieux, Talila fait revivre le peuple et la poésie yiddish, cette culture détruite, en forme d'hommage à tous les immigrés, les exilés du monde, après avoir sorti un disque superbe "Papirossn" (Chant du monde).

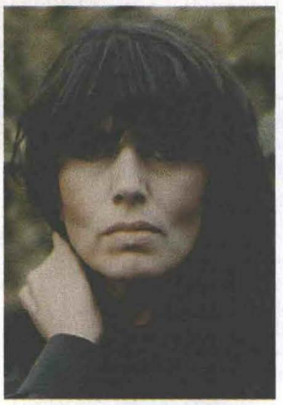
Jusqu'au 30 avril à la Vieille grille, 1 rue du Puits de l'Ermite, 75005 Paris. 47 07 22 11.



■ Elle ne se veut ni noire tubéreuse ni oiseau de proie, ni intello ni prêtresse, elle dit n'être qu'une femme qui chante. Elle est au piano ou s'abandonne dans un rocking, elle envoûte, joue avec nos nerfs, elle connaît son pouvoir, elle sait qu'elle peut tout oser. En noir, jambes dressées, regard rieur ou enjôleur, Barbara dit le plaisir d'être là, mais aussi la douleur de vivre. Toujours militante, elle n'oublie ni les marginaux ni l'épidémie du sida. Les fidèles connaissent sur le bout du cœur la lithurgie. Ils communient dans une même ferveur. Nous en sommes, sans la moindre honte de tomber dans tous les panneaux. Millésime à ne pas rater.

Barbara, "Châtelet 1993". CD. Polygram. 198 F.





■ Elle fut égérie. Hors des circuits obligés, elle avance, toujours, secrète et rare. Souvent au bord du gouffre, la voix confidentielle, rauque et immense comme la mort et l'amour. La poésie au poing, Ribeiro l'intègre. Ribeiro la révolte, la fille des rues, la toujours rebelle, nous offre aujourd'hui un nouvel album. "Fenêtre ardente" c'est l'angoisse des HLM, des agences intérimaires et des pharmacies prospères, c'est l'hymne d'amour aux hallucinés, aux déracinés, aux déjantés, aux paumés mais c'est surtout le credo en l'homme, qui peut mettre Dieu en congé. Magnifique.

Catherine Ribeiro, "Fenêtre ardente". CD. Mantra. 140 F.

Françoise Roby

Colette et Marguerite, pour la vie

L'une est romancière, l'autre, actrice. L'une fut l'inoubliable "Folle de Chaillot", l'autre, la grande Colette. Elles parlent, s'écrivent beaucoup, rient souvent, s'aiment ; bref, savourent la vie à plein cœur. Elles vieillissent, imperceptiblement, fidèles l'une à l'autre, attendries l'une par l'autre. De l'appartement du Palais Royal au moulin de la Source bleue, des loges aux jardins, se tisse une conversation en forme de vie qui a la force des complicités tendres. Même futiles, ces échanges sont essentiels comme l'amitié, nécessaires comme les rares connivences. Il y a de la tendresse et du copinage dans cette inclination.

Marina Vlady est une Colette comme on la rêve, et Rosy Varte a le tempérament de Moreno. Cette rencontre théâtrale est aussi réussie et aussi vraie que celle des deux divas. Ecrite par Pierre Laville, mise en scène par Brialy, on aime... tendrement.

F.R.

"La source bleue", *Théâtre Daunou, 7, rue Daunou, 75002 Paris. Tous les jours à 21h, sauf le mercredi et le dimanche soir. Matinée le dimanche à 15h30. Location: 42 61 69 14.*

Albums

Des "nanas" plein les bulles

Les femmes qui deviennent "nanas" dès qu'elles débarquent dans une BD paraissent appartenir à des espèces nettement répertoriées, classification générique qui n'exclut pas les pratiques combinatoires.

- Il y a les sorcières comme Lorette et Harpye (1) teigneuses et obsédées, femelles genre brushing sauvage ou boudin à gaine renforcée.
- Il y a les bobottes comme Raymonde Bidochon (2).
- Il y a les girls-scout, toujours partantes pour le Guatemala ou dieu sait où, en tout cas perdues pour la bagatelle, comme cette Christine (3) très "Semaine de Suzette".
- Il y a les "ragougnasses", qui parlent avec une lenteur affectée et un accent indéfinissable telle Inès (4).
- Il y a les nunuches qui veulent se caser à tout prix (5).
- Et il y a les sulfureuses, les aventureuses, les guerrières, les espionnes, les camarades révolutionnaires, rassemblées dans le splendide ouvrage consacré aux femmes de Corto Maltese (6).

F.R.

(1) "Lorette et Harpye", Crisse/Goupil. Editions Vents d'ouest, 48 p., 55 F.
(2) "Les Bidochons, la vie de mariage", Binet. Fluide glacial, 51 p., 51 F.
(3) "Médecins sans frontières, mission au Guatemala", Gibrat/Leguillier. Bayard éditions/Okapi, 51 p., 59 F.
(4) "Un garçon romantique", Loustal/Paringaux. Casterman, 78 p.,90 F.
(5) "Le guide du jeune couple en BD", Tybo/Goupil. Editions Vents d'ouest, 48 p., 55 F.
(6) "Les femmes de Corto Maltese", Hugo Pratt/Michel Pierre. Casterman, 160 p., 165 F.

Copyright Libération

Cinéma

Catherine Deneuve, Mary Pickford, Mireille Dumas, toutes à Créteil !

Pour la 16e édition du Festival, il s'agit de poursuivre le vaste recensement de films, hors champ, parce qu'œuvres de femmes. Au programme de cette année, 24 longs métrages de fiction ou documentaires et plus d'une trentaine de courts métrages sont en compétition. Catherine Deneuve, après Delphine Seyrig et Monica Vitti, entre autres, présentera ses films-phares, ceux dans lesquels elle se préfère et ceux qui ont marqué sa carrière. Pour fêter le premier siècle du cinéma, les pionnières, telle Alice Guy-Blaché, seront rétablies dans leurs droits de "précurseuses". Un hommage sera également rendu aux Américaines du muet, à ces belles silencieuses que furent Mary Pickford ou Lilian Gish. Mireille Dumas, quant à elle, à partir du film "Alice Sapritch en Turquie", dira sa différence de femme réalisatrice d'anti-reality-shows.

F.R.

Festival international de films de femmes, du 18 au 27 mars. Maison des Arts, place Salvador Allende, 94000 Créteil. Rens. 49 80 38 98.



"Les vestiges du jour", british style

Par petites touches, efficaces et discrètes, James Ivory dévoile que sous l'élégance de Lord Darlington, cet aristocrate des années trente, se cache un être odieux qui pousse le gouvernement anglais à pactiser avec la diplomatie hitlérienne. Avec le même sens de la suggestion, Ivory dépeint Stevens (Anthony Hopkins), le majordome qui, pour mieux servir son maître, refoule ses sentiments à l'égard de l'intendante, Miss Kenton (Emma Thomson). De silences en démissions, ne vont-t-ils pas rater leur vie ? Campagne anglaise, cottages, thé à cinq heures, vaisselle d'argent, raffinement. C'est ce que répète, de film en film, et avec quel talent, James Ivory. Après le magnifique "Retour à Howard's End", il retrouve ses deux acteurs fétiches, Anthony Hopkins et Emma Thomson, aussi bouleversants et pathétiques. Par ses cadrages rigoureux, par la splendeur des décors (il a tourné dans quatre des plus belles demeures d'Angleterre), il renouvelle l'exploit de rendre toutes les subtilités de l'inimitable ambiance britannique.

Claude Polak

COUPS DE CŒUR

- ***La bouche un rien dédaigneuse, l'œil en veille, Sylvie Joly, au théâtre Déjazet après le Lucernaire, déroule avec une jubilation contenue sa vie de bourgeoise catho. Institutions pieuses, belles études, profession libérale, mariage en blanc, on n'aurait guère eu de chance de la croiser si cette indigne mondaine n'avait eu l'idée géniale de grimper sur scène. 41, Bd du Temple, 75003 Paris. A 20h30 du mardi au samedi. Location : 48 87 52 55.***
- ***Ruth Barabash expose à la galerie Obadia. Elle aussi exprime, à travers ses toiles, son histoire, son pays, la guerre et l'espoir. Un itinéraire personnel en forme de mémoire collective. Jusqu'au 12 mars. 8, rue de Normandie, 75003 Paris.***
- ***Marisa Merz est à la Galerie Sud de Beaubourg jusqu'au 2 mai. Abolissant les frontières entre atelier et espace domestique, mêlant entre elles matières et techniques, elle est résolument en marge de la scène artistique. Elle est rare. Ne pas manquer, donc, cette première grande exposition.***

Livres

Féminin : l'éternel et l'évolutif

Les sociétés modernes ne se conçoivent plus sans le rôle des femmes. Et pourtant, le temps n'est pas loin où toute initiative de leur part semblait sinon dangereuse du moins suspecte. C'est évident en politique, plus subtil et pervers dans les liens sociaux, sous-jacent et perfide au sein de la famille.

- *"La démocratie à l'épreuve des femmes - Trois figures critiques du pouvoir - 1830-1848"* (1) démontre, à travers leur destin singulier, estompé par l'histoire, l'influence d'Eugénie Niboyet, Jeanne Deroin et Désirée Gay dans l'élaboration de la démocratie.
- *"Le droit de cuissage - France, 1860-1930"* (2) est le reflet du long plaidoyer féminin pour la liberté et l'indépendance dans une société au masculin dont le pouvoir s'exerce, sans discernement, parfois avec rudesse, et qui a nom aujourd'hui "harcèlement".
- *"Une femme empêchée"* (3), roman d'une femme-passion, au sens violent et impulsif du terme comme à son sens premier de souffrance, évoque avec sobriété le courage, le labeur, le dévouement. Quand la dépendance devient aliénation.

Vanda Gervasio

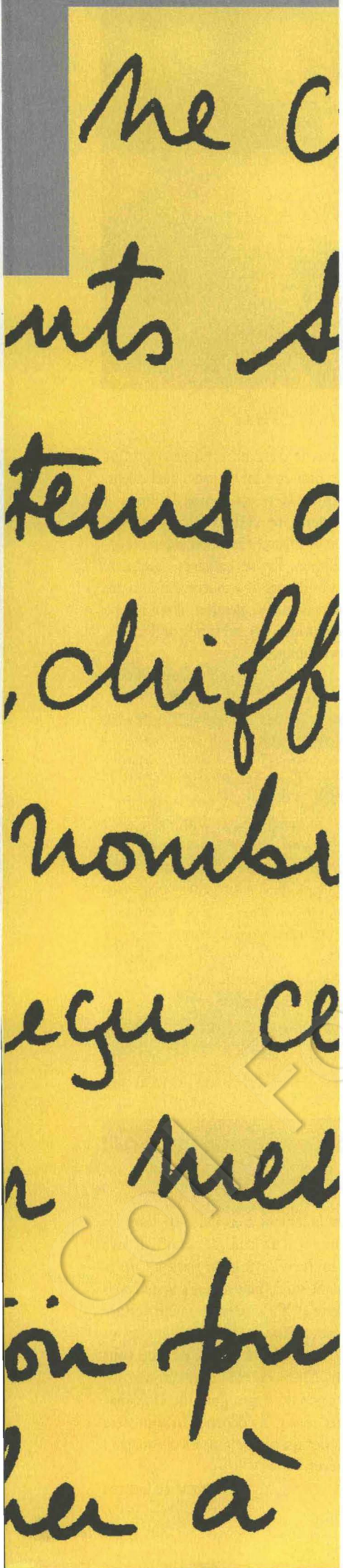
(1) Michèle Riot-Sarcey, Albin Michel, 368 p., 150 F.
(2) Marie-Victoire Louis, Les Editions de l'Atelier, 320 p., 130 F.
(3) Henriette Bernier, Belfond, 250 p., 98 F.

Télé

Les paillettes du chômage

On passe directement de Drucker et ses "Stars 90" à "Pourquoi pas vous ?" avec l'impression bizarre de ne pas changer d'émission. Même claque aux ordres, même optimisme obligatoire et grands sourires. Présentée par un jeune homme au look "speedé", entre reporter sportif et bonimenteur de foire, la nouvelle émission de TF1 s'adresse aux sans-emploi. En gros, ça se résume à : ils ont réussi, pourquoi pas vous ? Avec des "success-stories" pour redonner du tonus au chômeur de base. Celle d'Alain Afflelou, fils d'un humble boulanger, aujourd'hui milliardaire grâce à ses quatre cents boutiques et à ses footballeurs girondins. Celle d'un jeune ex-chômeur qui a eu l'idée de laver les voitures des membres d'un club de tennis. Il lave maintenant en exclusivité tout le parking de la Défense. Déboulant sur le plateau au pas de course, il livre sa recette : "Y a que la première voiture qui compte. Il faut partir du principe que ça va marcher." Et ça marche ! Ou alors c'est que vous êtes un minable. Dans ce cas, adressez-vous à l'AFPA, dispensatrice de stages gratuits. Un organisme très sérieux puisqu'il "dépend du ministère du Travail"... Là-dessus, bonne nuit les chômeurs ! Faites de beaux rêves.

Evelyne Le Garrec



Mais où va la France ?

Alors que grandit le nombre des Français vivant de façon très précaire, le gouvernement met en place une loi qui permet d'embaucher les jeunes de 16 à 25 ans, sans formation... ou diplômés !... -avec un "mini-smic" pour tout salaire-.
Le gouvernement va-t-il leur distribuer en même temps un budget-type pour leur permettre de se nourrir, se loger, se vêtir ? Au même moment, on demande à ces jeunes Français de faire des enfants, en proposant -ô ironie !- aux jeunes femmes un temps partiel pour assurer leur rôle de mère de famille, temps partiel qui réduirait leur salaire, si toutefois elles en ont un.
Actuellement, bon nombre de jeunes vivent, jusqu'à un certain âge, chez leurs parents, quelquefois eux-mêmes chômeurs ou retraités. Peut-on penser que cette cohabitation renforce les liens familiaux, entre les parents qui commencent à désespérer et prennent de l'âge sans voir venir de solutions, et ces jeunes, en pleine force et inactifs de par la force des choses ?
Comment réagir quand on a 25 ans, pas de travail, pas de toit ? Comment imaginer fonder un foyer, avoir des enfants, participer à la consommation dans l'espoir de participer à une reprise ?

Jacqueline Bossuve
(62) Arras

Indignation sélective

Il faut d'entrée réprouver cette guerre civile en Yougoslavie et œuvrer pour qu'elle cesse au plus tôt. Mais je ne suis pas d'accord et suis même indigné par ce que progagent d'une même voix les médias et, hélas, le Parti socialiste. D'abord nous (Européens, Français, socialistes), nous sommes sommés d'avoir honte, honte de laisser faire, de ne pas intervenir. Pourtant ce sont là des hommes comme nous, qui ont librement choisi de se battre pour régler leurs différends, nous ne les y avons pas poussés, ils n'ont pas demandé notre avis. A moins de les mépriser, nous devons croire qu'ils ont des motifs essentiels pour en arriver là, ce ne sont pas des pantins, des mercenaires. Ils ont entre leurs mains, dès aujourd'hui, les moyens et la responsabilité de faire la paix. Ainsi, par ailleurs, notre émotion au sang versé, notre engagement, devraient être proportionnels à la distance de Paris et peut-être aussi à leur situation d'Européens. Des milliers de morts en Angola, cinq cents morts autour de Kaboul cinq ans après le départ de l'ours soviétique, en un seul week-end, n'ont pas et ne font toujours pas l'objet d'autant de vos coups de gueule.

Lucien Thomas
(69) St-Genis-Laval

Non au salaire maternel

Depuis le rapport de Colette Codaccioni sur la famille, politique familiale et droit au travail sont dangereusement mêlés, voire assimilés. La droite veut instaurer un salaire maternel. Une demi-douzaine de propositions de lois ont été déposées en ce sens. Simone Veil, consciente du danger, tente d'imposer un projet de loi tout différent consistant à élargir l'actuel congé parental dès le 2e enfant. Mais la droite ne renoncera pas à son idée initiale lors de la discussion de printemps au Parlement.
Face à ce danger, je ne vois aucune résistance des partis politiques progressistes. Seuls des associations ou des individus s'émeuvent. Il est temps pour le Parti socialiste, à l'occasion de la convention emploi, des assises de la transformation sociale et du travail parlementaire, de s'opposer clairement et une bonne fois pour toutes à ce projet.

Michelle Cattania
(35) Rennes

Peau de chagrin

Si on est un lecteur régulier de "Vendredi", on est tenté d'en analyser les qualités et les défauts. La nouvelle version a dû faire l'unanimité, ou presque : présentation plus moderne, titres plus détachés et bien en vue, articles plus courts et plus faciles à lire, thèmes variés, etc. Toutefois, je fais des réserves sur au moins un point. Mon souvenir du courrier des lecteurs est celui d'une vaste tribune existant déjà avant les Etats généraux de Lyon. Or, certainement pour des raisons pratiques, il n'en reste plus qu'une portion congrue...

Bernard Sabrou
(77) Pontault-Combault

Main basse sur les médias

Ces dernières semaines, "Vendredi" nous a fort bien rapporté les grandes manœuvres de Monsieur Bayrou, les gesticulations de Monsieur Balladur lors de sa récente grand-messe dominicale, mais j'attends avec une immense impatience le point qui serait à faire sur l'accaparement des médias par le pouvoir. Dimanche, et ce n'est pas unique, c'était Léotard à "7 sur 7", après le ministre premier du rang, à "L'heure de vérité". Et pour faire bonne mesure, voilà que dès hier soir, on nous prolonge les onctuosités du grand mamamouchi dans l'exercice de son pontificat !...

Marcel Jehl
(57) Rombas

Vendredi
30%
DE RÉDUCTION
SUR UN ABONNEMENT
1 AN 280 F
Dom-Tom / CEE : 400 F - Autres pays : 600 F.

Pour recevoir Vendredi retournez-nous le bulletin ci-dessous au 10 rue de Solferino, 75007 Paris, Service lecteurs Vendredi.

☐ Mme. ☐ Mlle. ☐ M.
Nom.....
Adresse.....
..... Ville.....
Code postal ☐☐☐☐☐ Signature :

Vous réglerez plus tard, à réception de facture.



Jérôme Garcin

Depuis peu directeur de "L'Evénement du Jeudi", depuis plus longtemps producteur et animateur du "Masque et la Plume", sur France-Inter, Jérôme Garcin vient de publier la biographie de Jean Prévost (1), cet écrivain oublié, résistant, abattu par les Allemands en 1944. A redécouvrir d'urgence.

Qui était Jean Prévost ?

Né en 1901, en Normandie, d'origine modeste, il fait ses études à Henri IV, où il est l'élève d'Alain, puis à Normale supérieure. Grand sportif, il se bat aussi pour ses idées en écrivant dans de nombreux journaux et revues. Il a compris avant tout le monde ce qu'allait être l'architecture et le cinéma du XXIe siècle. Dès 1936, il demande le droit de vote aux municipales pour les immigrés et annonce l'apocalypse nazie. A la veille du conflit, il plaide pour qu'on fasse un jour une Europe digne de ce nom. En 1940, il a ce mot admirable, parce qu'il était pacifiste : "Je déteste la guerre, mais maintenant il faut la faire." A Lyon, en 1942, il soutient sa thèse sur Stendhal. C'est alors qu'il entre dans la Résistance et devient, dans le Vercors, le capitaine Goderville. Après avoir résisté à plusieurs attaques, il est mitraillé, le 1er août 1944, par une patrouille nazie. Mort à 43 ans, il a publié une trentaine de livres et des milliers d'articles.

Parlons du romancier...

Ce n'est pas le plus important. "Le Sel sur la plaie", "La Chasse du matin", "Les Frères Bouquinquant", porté à l'écran par Louis Daquin, sont de bons romans qui ont parfois la faiblesse d'être didactiques, car Prévost est un moraliste. Le drame, c'est qu'il est mort avant d'avoir pu accomplir son œuvre. Il aurait été un grand romancier de l'après-guerre. Stendhalien dans l'âme, il a la conviction que le romancier doit d'abord faire ses armes pour pouvoir, le moment venu, écrire "La Chartreuse de Parme" en cinquante-deux jours. Il meurt à l'âge où Stendhal n'a encore écrit ni "Le Rouge et le Noir" ni "La Chartreuse". A André Chamson, il dit un jour : "J'écris beaucoup, mais je serai un romancier d'après la quarantième année."

Qu'a-t-il apporté à la critique littéraire ?

D'admirables études sur Stendhal et les épicuriens français, Hérault de Séchelles et Sainte-Beuve. C'est dans le maquis, entre deux combats, qu'il a écrit le texte sur la création poétique chez Baudelaire. Il appartient à cette race de grands critiques littéraires pour qui l'on ne peut pas séparer l'œuvre de la vie. Ce qu'il aime chez Stendhal, c'est tout le travail préparatoire que ce dernier a fait durant sa vie militaire, diplomatique et amoureuse. Stendhal n'a jamais cessé de nourrir ce qu'il écrivait de ce qu'il était. En cela, Prévost ne peut pas aimer Flaubert. Le rêve de ce dernier, on le sait, c'est le génie à l'état pur. Le texte et rien d'autre, où l'œuvre peut totalement éradiquer son propre créateur.

> Il faut cesser de faire payer à ces écrivains résistants d'avoir fait le bon choix. Cela devient intolérable.

Pourquoi a-t-on oublié Jean Prévost ?

Pendant l'entre-deux-guerres, ne supportant ni les compromissions ni les complaisances, il a été d'une insolence telle qu'il s'est mis à dos tout ce qui régnait alors dans la littérature. Ensuite, on ne lui pardonne pas son attitude héroïque. Ce milieu littéraire qui, à 80%, s'est couché devant l'occupant, a tenté, après la libération, de rejeter dans l'ombre les quelques héros qui lui donnaient mauvaise conscience. Enfin, aujourd'hui, on dirait qu'avoir été un salaud pendant la guerre ajoute un supplément de talent. J'entends bien que Céline a un génie littéraire que n'a jamais eu Prévost. Mais Brasillach, cet écrivain mineur, a eu droit à cinq biographies, Rebatet, chaque année, à deux ou trois rééditions et Drieu, à la publication de tous ses journaux intimes. Alors qu'on attend toujours les œuvres complètes de Saint-Pol-Roux, de Max Jacob ou de Desnos. Et qu'on ne trouve plus rien de Prévost, depuis quelques années, en librairie. Il y a donc une sorte de collabophilie douce qui a rejeté dans l'ombre les écrivains de la Résistance, Saint-Exupéry, Camus ou Char. Il faut cesser de faire payer à ces écrivains-là d'avoir fait le bon choix. Cela devient intolérable.

Vous venez de prendre la direction de "L'Evénement du Jeudi". Allez-vous garder son insolence et... vos autres activités ?

Mon rêve, c'est qu'il soit encore plus insolent qu'avant. Cet hebdomadaire se distingue par son impertinence. "Défendre violemment des idées modérées", cette idée qui a présidé à toute la philosophie politique de Prévost, doit être, d'une certaine manière, celle de "l'Evénement du Jeudi". Je pense, petit à petit, lui imposer un peu ma marque, apporter quelques changements à celle de J. F. Kahn. Cela fait quinze ans que je travaille avec lui, donc ce ne sera pas une révolution mais plutôt une évolution.
Bien sûr, je garde le "Masque et la plume". Parce qu'on ne se défait pas de ce qu'on est. Pour moi, ce n'est pas une émission que je fais en plus du journal, c'est une passion que j'assouvis chaque dimanche soir à la radio. J'en ai besoin, c'est ma vie.

Propos recueillis par Claude Polak

(1) **"Pour Jean Prévost"**, *de Jérôme Garcin.* GALLIMARD. *186 p., 92 F.*
Trois œuvres de Jean Prévost viennent d'être rééditées :
"Dix-huitième année", GALLIMARD, *224 p., 98 F.*
"Le sel sur la plaie", ZULMA, *240 p., 120 F.*
"La vie de Montaigne", ZULMA, *160 p., 89 F.*


THÉÂTRE NATIONAL DE LA COLLINE
DIRECTION JORGE LAVELLI
du 9 mars au 23 avril 1994
FRANÇOIS BILLETDOUX
COMMENT VA LE MONDE, MÔSSIEU ?
IL TOURNE, MÔSSIEU !
PHOTOS L. WEST / P. MICHAUD - RAPHO CL2
musique JOSEPH KOSMA mise en scène JEAN-PIERRE MIQUEL
décor André Acquart costumes Barbara Rychlowska avec Jean-Luc Moreau, Bruno Raffaelli
et Bruno Allain, Jean-Hervé Appéré, Catherine Cadet, Mathias Camison, Yvan Dautin, Guillaume Edé, Claudie Guillot,
Nicolas Hirsch, Allen Hoist, Mari Laurila, Patrice Leroy, Fabrice Mallet, Gilles Rancitelli, Frédéric Thérisod
CRÉATION DU CADO, Centre national Orléans-Loiret-Région Centre
Coréalisation Théâtre National de la Colline
Télérama
15, RUE MALTE BRUN 75020 PARIS M° GAMBETTA 44 62 52 52
France inter